

23  
24

**MOBILISONS  
NOS  
RESSOURCES  
FEMINISTES**

**Mobilisons nos ressources féministes**



# (LE) POLITIQUE :

Espace de discussion et d'action pour faire advenir ce qu'on juge collectivement juste et désirable, le politique s'intéresse aux modalités de faire lien. En ce sens, le politique concerne tous les niveaux de la vie sociale, du couple aux relations entre nations. Pour qu'un sujet comme par exemple la justice sociale ou encore l'égalité de genre devienne un enjeu politique, il faut que plusieurs conditions soient réunies : des connaissances sur le problème ; des accords sur ce qui devrait être ; des mobilisations citoyennes ou de groupes sociaux ; des propositions de solutions. De l'écoféminisme au féminisme décolonial, les mouvements féministes contribuent à penser et construire le politique dans une perspective de justice et de bien-être social.

## Sommaire

3 Édito

4 En 2023

6 Zoom sur les partenaires d'Equipop en Afrique de l'Ouest

8 Réseaux

### Mobiliser

13 Contre le repli sur soi, faire front pour défendre les droits de toutes et tous

### Empouvoirer

21 Ressourcer militantes et organisations pour les droits des femmes et la justice de genre

26 JGEN : 1<sup>ère</sup> édition de l'Université d'été féministe d'Afrique de l'Ouest et centrale

28 ROAJELF : en finir avec les VBG en milieu universitaire

30 FILACTIONS : sensibiliser la prochaine génération féministe

32 LIGUE NIGÉRIENNE DES DROITS DES FEMMES : une bibliothèque féministe pour se livrer librement

34 FILLES EN ACTIONS : documenter, informer et interpeller sur la précarité menstruelle

36 INITIATIVE POUR LA SANTÉ DE LA REPRODUCTION : l'art pour défendre la santé des filles

38 WOMA Média : Amplifier la voix des femmes et des personnes LGBTQ

40 LIGUE IVOIRIENNE DES DROITS DES FEMMES : le matrimoine ivoirien en héritage

42 INSTITUT DU GENRE EN GEOPOLITIQUE : faire de la politique étrangère féministe un outil de plaidoyer

### Impulser

47 Faire mouvement pour penser collectivement

### Mieux connaître Equipop

53 Vision & valeurs

54 Les forces vives d'Equipop

56 L'équipe

58 Budget

60 Communication

62 Remerciements

# Édito

En ce moment, impossible de passer à côté des manifestations d'un patriarcat ultranationaliste et réactionnaire qui se met beaucoup en scène, partout sur le globe. Des regroupements hétéroclites d'États, d'organisations issues de l'extrême droite, de mouvements religieux fondamentalistes et de grandes fortunes conservatrices s'appuyant sur des financements importants continuent à dessiner un agenda anti-genre et antidémocratique. Ces acteurs infiltrent les espaces de prise de décision et de dialogue jusqu'à s'inviter dans des rassemblements pour l'égalité de genre comme en a témoigné la présence de l'ex-présidente hongroise, figure emblématique des mouvements anti-droits, à la dernière édition de Women Deliver à Kigali.

En 2023-2024, Equipop a consacré une grande partie de ses efforts à décrypter cette menace et à appeler à la mobilisation en publiant des études, interpellant les médias, animant des discussions publiques. Car il n'existe pas de remède tout prêt pour contrer cette offensive mais une conviction : la voie est politique et chaque personne, chaque organisation a un rôle à jouer. La neutralité n'est pas une option. Plus que jamais, il nous faut réfléchir à comment organiser nos sociétés et faire monde en commun. En matière d'imaginaire, il s'agit de contrer les tentations de replis identitaires mortifères, de lutter contre l'ultra-marchandisation et de mettre en lumière nos interdépendances. Pas question ici d'abandonner l'idée d'un universel comme horizon désirable, mais, garder en tête qu'il ne se décreète pas et reste toujours en formation dans un dialogue à nourrir en partant de la multiplicité des luttes dans le monde. En matière de mobilisation, au-delà d'une convergence incantatoire, il s'agit d'œuvrer à de larges alliances transnationales autour d'objectifs communs qui parviennent à combiner des modes d'action divers (plaidoyer, campagnes sur les réseaux sociaux, recours en justice, occupation de l'espace public...). Le respect de nos singularités, l'attention aux relations de pouvoir qui inévitablement agissent sur la manière dont on se solidarise et la conscience des liens entre les inégalités sexistes, racistes et économiques doivent nous guider.

Dans la mise en œuvre de cette feuille de route, les mouvements et associations féministes jouent un rôle crucial et elles le font tous les jours. Elles apportent des visions critiques précieuses pour comprendre la complexité des problèmes contemporains et inventent de nombreuses réponses très concrètes. C'est pourquoi Equipop est particulièrement fière d'avoir soutenu financièrement dans dix pays, et en particulier en Afrique de l'Ouest où les crises se multiplient, quarante-quatre associations de première ligne. Avec ce soutien, ces activistes sécurisent leurs locaux, prennent soin de leurs bénévoles, lancent leurs propres médias, sensibilisent les jeunes aux violences sexistes, font pression sur leurs décideurs pour des politiques plus ambitieuses en faveur des droits et de la santé sexuels et reproductifs, travaillent avec la recherche pour produire des connaissances. Nous sommes également fières d'avoir facilité des rencontres et des partenariats au niveau régional et international. C'est toutes ensemble que nous avons défendu un agenda progressiste dans plusieurs espaces politiques, y compris en poussant les portes pour les activistes qui ont peu accès à ces lieux de pouvoir. Enfin, au plus près des réalités, nous avons expérimenté de possibles solutions aux problèmes sociaux avec des mouvements citoyens, des professionnel·le·s socio-sanitaires, des associations et des chercheur·e·s.

Tout ce travail ne peut être mené qu'à travers de multiples collaborations reposant sur la confiance et la volonté de participer ensemble à un monde juste et durable. Merci de faire partie de cette communauté d'action !

Aurélie Gal-Régniez  
Directrice exécutive

Soutien sorore ! Partenariat ! Mobilisation  
Construisons des alternatives féministes ! Construisons des alternatives

# En 2023

...tes Mobilisons nos ressources féministes Mobilisons nos ressources féministes

## Nous avons consolidé notre soutien aux associations et militantes des droits des femmes

- Octroi de 82 nouvelles subventions à 52 partenaires dans 10 pays pour un montant de plus de 3,3 millions d'euros (+52% par rapport à 2022).
- Construction de nouveaux partenariats avec 9 associations ou mouvements.
- Co-facilitation de la deuxième édition de l'Agora féministe au Bénin, qui a réuni près de 65 militantes féministes d'Afrique de l'Ouest et centrale, de la région MENA et d'Haïti.

## Nous avons amplifié les voix des jeunes et des féministes auprès des décideurs et décideuses

- Organisation de conférences sur les questions d'égalité de genre et de DSSR et participation à des processus onusiens sur trois continents : à Cotonou, Lusaka, Dakar, Paris, La Haye, Genève, New York...
- Initiation de courriers à des responsables politiques ou des diplomates pour défendre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ qui ont récolté des centaines de signatures d'associations actives dans plusieurs dizaines de pays.
- Accompagnement d'une communauté de 400 jeunes engagé-e-s pour « l'éducation et l'information complètes » en partenariat avec l'Unesco et renforcement de leur empouvoirement à travers l'organisation d'un cycle de webinaires, dans le but de nourrir leur propre plaidoyer dans les différents espaces.
- Soutien de la participation d'une délégation de 25 jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest à la conférence Women Deliver au Rwanda afin de porter leur plaidoyer pour une approche transformative des DSSR.

## Nous avons valorisé, produit ou partagé des connaissances

- Poursuite des cycles de réflexion « Féminismes et Santé » et « Sororités Francophones » à travers lesquels nous avons notamment abordé les questions d'approche féministe des DSSR, de violences en ligne, de création et de transformation d'espaces avec les médias, de colère et de joie militante, de formation des futur-e-s soignant-e-s dans la lutte contre les VSS et de défense de l'accès de tou-te-s à la santé face aux mouvements anti-droits dans des contextes hostiles.
- Production du rapport « Contrer les discours masculinistes en ligne : Recommandations à l'Union européenne et ses États membres pour lutter contre les cyberviolences sexistes et lgbtphobes » en partenariat avec l'Institut du Genre en Géopolitique.
- Production du rapport « Quand l'extrême droite avance, les droits des femmes reculent - Élections européennes 2024 et égalité de genre ».
- Production de la capitalisation du projet Jeunes en Vigie « En route vers la démocratie en santé ! Participation significative et inclusive des jeunes pour une redevabilité effective en santé » en collaboration avec les partenaires (BURCASO, SOS JD, RAES, JED), basée sur l'expérience des auditrices du projet JEV.
- Facilitation du Symposium « Un espace à nous, entre militantisme et recherche : dialoguons sur une approche féministe des DSSR ! » au Bénin, qui a réuni 40 chercheur-se-s et activistes de 14 pays d'Afrique de l'Ouest, du Nord et d'Europe.



# Zoom sur les partenaires d'Equipop en Afrique de l'Ouest

## BEN

### BÉNIN

- Association Barika
- REPSFECO
- WANEP
- Jeunesse Regard et Actions (JRA-ONG)
- Association Yomba
- Jeunes Médiateurs du Bénin
- Le réseau Social Watch Bénin
- Maison de la société civile
- Jeunes Médiateurs pour la Paix (JMP)
- Osnia GBANKOTO
- CeRADIS (Centre de réflexions et d'actions pour le développement intégré et la solidarité)
- Filles en Action
- Fondation des Jeunes Amazones pour le Développement
- GRAFED-Ong (Groupe de recherche d'action et de formation en épidémiologie et en développement)
- Jeunes Filles Actrices de Développement
- Le BACAR (Bureau d'Appui-Conseils d'Afrique pour les Réalisations)
- OSV/Jordan (Organisation pour le Service et la Vie)
- ROAJELF Bénin (Réseau Ouest Africain des Jeunes Femmes Leaders)
- Scoutisme Béninois
- Women in Power Association
- Association des Femmes pour une Relève Orientée (AFRO BENIN)
- RESCUE AND HOPE
- Ecran Bénin

## BFA

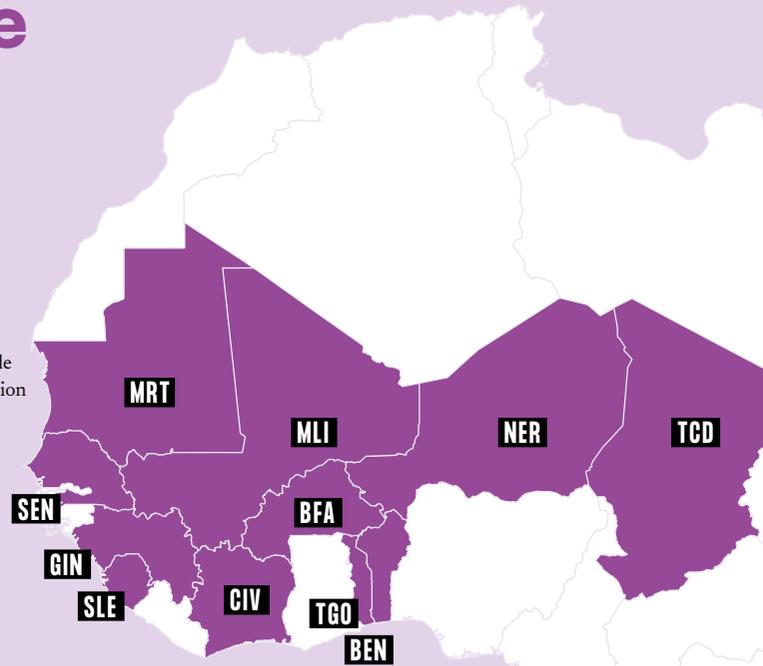
### BURKINA FASO

- ASMADE (Association Songui Manégré / Aide au développement endogène)
- BURCASO (Conseil burkinabé des ONG/OBC et associations de lutte contre les IST / VIH / sida)
- WOMA Média (nouveau nom de Emma L Infos)
- Femin-in
- IPBF (Initiative Pananetugri pour le bien-être de la femme)
- MMF/ANBF (Marche Mondiale des Femmes / Antenne Nationale du Burkina Faso)
- SOS/JD (SOS Jeunesse & Défis)
- Taafé Vision
- Voix des Femmes Burkina
- Women in Global Health
- Association des Femmes Juristes du Burkina Faso
- Diakonia - Burkina
- Collectif des féministes du Burkina Faso
- ADDAD Burkina Faso
- REPATER BURKINA
- AGMS (Aucune Grossesse en Milieu Scolaire)

## CIV

### CÔTE D'IVOIRE

- Actuelles
- AFJCI (Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire)
- ASAPSU (Association de Soutien à l'Autopromotion Sanitaire et Urbaine)
- CPDEFM (Citoyennes pour la promotion et défense des droits des enfants, femmes et minorités)
- Gouttes Rouges
- LEADAFRICAINES
- Ligue Ivoirienne des Droits des Femmes
- MESSI (Mission des jeunes pour l'Education, la Santé, la Solidarité et l'Inclusion)
- ONEF (Organisation nationale pour l'enfant, la femme et la famille)
- SOS Village d'enfants - Côte d'Ivoire
- Stop au chat noir
- RIJES
- WOMAN AFRICAN FREEDOM (WAF)
- Réseau paix et sécurité des femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO)
- Réseau des Médiatrices de paix
- RJPS
- Opinion éclairée
- Plateforme de la Société civile pour la Paix et la démocratie en Côte d'Ivoire (PSCPD)
- Organisation pour la Réflexion et l'Action Féministe (ORAF)
- Engage and Share
- Tell' Arts



## GIN

### GUINÉE

- CAM (Club des Amis du Monde)
- CODD Guinée
- Club des Jeunes Filles Leader de Guinée
- OSH - Guinée (Organisation de Secours aux Handicapés de Guinée)
- WAFRICA Guinée
- POSSAV (Plateforme des organisations de la société civile appui à la vaccination)
- ONG SARA (Structure d'Appui aux Réseaux d'Agriculteur-trice-s)

## MLI

### MALI

- ADDAD (Association de défense des droits des aide-ménagères et domestiques)
- AJCAD (Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie)
- AMSOPT (Association malienne pour le suivi et l'orientation des pratiques traditionnelles)
- Citoyenneté-Elles (C-Elles)
- Groupe Pivot Droit et Citoyenneté des Femmes

## MRT

### MAURITANIE

- Initiative Santé de la Reproduction
- Voix des femmes

## NER

### NIGER

- Cellule Nigérienne des Jeunes Filles Leaders
- COJEFIL (Comité des jeunes filles leaders)
- Congafen (Coordination des organisations non gouvernementales et associations féminines nigériennes)
- Hayatoune
- Lafia Matassa
- ONPSME/Baani (Organisation nigérienne pour la promotion de la santé de la mère et l'enfant)
- Scouts Niger
- DIMOL
- Femmes Actions et Développement - FAD
- Ligue Nigérienne des droits des femmes
- AJFSR (Association des jeunes Filles pour la Santé de la Reproduction)
- SOS Village d'enfants - Niger

## SEN

### SÉNÉGAL

- ANJ SR-PF (Alliance nationale des jeunes pour la santé de la reproduction et la planification familiale)
- Collectif Plus jamais ça !
- ENDA santé
- GESTES (Groupe d'Etudes et de Recherches Genre et Sociétés)
- JED (Jeunesse et développement)
- JGEN Sénégal
- LARTES- IFAN (Le laboratoire de recherche sur les transformations économiques et sociales)
- ONG 3D (démocratie, développement local, droits humains)
- RAES
- ROAJELF Sénégal (Réseau ouest-africain des jeunes femmes leaders)
- Solthis Sénégal

- Warkha TV
- YWA (Youth Women for Action)
- Gorée Institute
- Réseau Siggil Jiguéen
- ABOYA (And Bokk Yaakaar)
- BANDO
- Réseau des Féministes du Sénégal
- Sénégal Actions Féministes

## SLE

### SIERRA LEONE

- Purposeful

## TCD

### TCHAD

- Ligue tchadienne des droits des femmes

## TGO

### TOGO

- WANEP-Togo (West Africa Network for peacebuilding)
- SOS Village d'Enfants - Togo
- Dimension Humaine
- ONG ALAFIA
- Réseau des femmes pour le développement du Togo/Savane (REFED)
- Negresses Féministes
- Groupe de réflexion et d'action femme, Démocratie et Développement (GF2D)
- ADCF
- Association appui au développement local (2ADL)
- ONG La Colombe
- Club des femmes des savanes
- Eugénie Gadedjisso-Tossou

# Réseaux

Equipop a toujours pensé que le travail collectif était un puissant levier de changement.

En 2023, l'association renforce ses engagements au sein de nombreux réseaux en France, en Europe et en Afrique subsaharienne francophone. Parmi eux :



## ALLIANCE DROITS ET SANTÉ

[alliancedroitsetsante.org](http://alliancedroitsetsante.org)

Ce réseau d'organisations de la société civile française et ouest-africaine a pour but d'améliorer le statut et la santé des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest.



## AWID

L'Awid (Association for Women's Rights in Development), créée en 1982, est une organisation féministe, associative et internationale de soutien aux mouvements qui œuvrent pour la justice de genre et les droits des femmes à travers le monde.



## COLLECTIF PRÉVENIR & PROTÉGER

[@preveniretproteger](https://www.instagram.com/preveniretproteger)

Le collectif Prévenir & Protéger est composé de 14 associations françaises de protection des droits de l'enfant et de promotion des droits des femmes et des adolescentes.



## COLLECTIF SANTÉ MONDIALE

[collectif-sante-mondiale.fr](http://collectif-sante-mondiale.fr)

Le collectif rassemble 11 associations françaises (Action contre la faim, AIDES, Action Santé Mondiale, Equipop, Médecins du monde, ONE, Oxfam France, le Planning Familial, Sidaction, Solidarité Sida et Solthis) qui plaident pour que la santé mondiale soit une priorité de la France.



## COORDINATION SUD

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité, urgence et développement, dédiée à l'appui et à la représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.



## COUNTDOWN 2030 EUROPE

Le réseau Countdown 2030 Europe est composé de 15 associations qui travaillent à la priorisation des droits et de la santé sexuels et reproductifs dans les politiques de développement des États européens et de l'UE.



## ENDFGM

[endfgm.eu](http://endfgm.eu)

EndFGM est un réseau européen d'ONG qui promeut une action européenne pour mettre fin aux mutilations sexuelles féminines.



## EXCISION, PARLONS-EN!

Excision, Parlons-en! a pour objet de contribuer à fédérer des associations ou autres personnes morales, ainsi que des personnes physiques sur la thématique de l'excision en France ou dans le monde.



## F3E

[f3e.asso.fr](http://f3e.asso.fr)

Le F3E (Fonds pour la promotion des études transversales, des études préalables et de l'évaluation) est un réseau français d'ONG et de collectivités territoriales, dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action des acteurs de la solidarité internationale.



## IBP

[ibpnetwork.org](http://ibpnetwork.org)

Avec plus de 100 organisations membres représentant des organisations non gouvernementales (ONG) internationales, des organisations de la société civile (OSC) locales, des universités et autres, le réseau IBP réunit des partenaires pour partager les meilleures pratiques, expériences et outils afin de soutenir les programmes de planification familiale et de santé génésique. Les activités se concentrent sur le soutien à l'échange de connaissances, la documentation et les efforts de recherche sur la mise en œuvre.



## NOUSTOUTES

[noustoutes.org](http://noustoutes.org)

NousToutes est un collectif féministe ouvert à toutes et tous, constitué d'activistes bénévoles dont l'objectif est d'en finir avec les violences sexistes et sexuelles dont sont massivement victimes les femmes et les enfants en France. Le collectif est tourné vers l'action avec deux objectifs principaux : exiger des politiques publiques efficaces contre les violences sexistes et sexuelles en matière de budget et de méthodes, sensibiliser l'opinion publique aux faits et mécanismes des violences sexistes et sexuelles au travers d'actions, de communications et de formations.



## LE CENTRE ODAS

[centre-odas.org](http://centre-odas.org)

ODAS est un mécanisme de partenariat régional dédié au renforcement du mouvement pour l'avortement sécurisé à travers l'Afrique francophone. ODAS offre des opportunités de formation, partage les bonnes pratiques, coordonne les stratégies, mobilise des financements et facilite le réseautage.



## PARTENARIAT DE OUAGADOUGOU

[partenariatouaga.org](http://partenariatouaga.org)

Le Partenariat de Ouagadougou a été lancé lors de la Conférence internationale sur la population, le développement et la planification familiale au Burkina Faso en 2011 par les 9 gouvernements des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires techniques et financiers pour accélérer les progrès dans l'utilisation des services de planification familiale dans ces pays.



## PLATEFORME DROITS HUMAINS

[plateformedh.fr](http://plateformedh.fr)

La Plateforme Droits Humains « PDH » est un collectif d'ONG françaises agissant à l'international pour la promotion et la défense des droits humains. Elle offre un espace permanent d'échanges et de collaboration aux ONG françaises engagées sur ces enjeux au niveau international. Elle permet aux membres d'accroître leur visibilité, représentation, mise en lien et renforcement mutuel.



## RÉSEAU DES JEUNES FÉMINISTES D'AFRIQUE DE L'OUEST

[@FeministesAO](https://www.instagram.com/feministesao)

Ce réseau est composé de militant-e-s féministes ouest-africain-e-s actif-ve-s sur le terrain qui souhaitent faire entendre leur voix dans les processus de décision à l'échelle nationale, régionale et internationale, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des filles.

# MOBILISER



**Mobiliser les responsables politiques et les citoyen·ne·s pour défendre les droits des femmes, et plus largement pour que les approches féministes nourrissent la construction de nos sociétés.**

# CONTRE LE REPLI SUR SOI, FAIRE FRONT POUR DÉFENDRE LES DROITS DE TOUTES ET TOUS

Sur tous les territoires, les mouvements féministes s'organisent pour construire une société égalitaire, et réduire les effets du « backlash » contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+. Equipop contribue à ces mobilisations à travers la production d'analyses, l'impulsion ou la participation à des initiatives collectives, et la visibilisation des enjeux féministes dans les processus institutionnels. Retour sur une année très dense !



Le backlash désigne les réactions des mouvements conservateurs face aux avancées en matière de droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, c'est-à-dire à la fois la stratégie déployée par ces mouvements conservateurs et les outils qu'ils mobilisent pour menacer, attaquer et bafouer les droits. Le phénomène se produit, à des intensités différentes, dans le monde entier.

Face à cela, Equipop place son action dans le cadre des mobilisations collectives des mouvements féministes pour construire des sociétés égalitaires et pacifiques, et défendre les droits de tous et toutes dans une approche intersectionnelle. Cela se décline évidemment dans de nombreuses thématiques : entre autres, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, la promotion de l'éducation complète à la sexualité, ou la participation des femmes aux espaces de décision. L'augmentation du soutien financier aux mouvements féministes est un axe majeur de son plaidoyer, les activistes féministes dans toute leur diversité étant les actrices les plus légitimes et les plus à même de faire changer les réalités. Enfin, le concept de « politique étrangère féministe » est utilisé comme un objectif guidant une action transformatrice à l'international.

**L'action d'Equipop en matière de plaidoyer pourrait se résumer ainsi : on réfléchit ensemble, on rassemble nos forces, et on va influencer dans les lieux de pouvoir.**

**Un plaidoyer qui s'appuie sur la réflexion collective**

Le plaidoyer ne peut se construire qu'en conduisant une analyse permanente des enjeux et des rapports de force politiques. Avec nos partenaires de la société civile, à travers un dialogue stratégique

régulier, et grâce à des échanges avec les pouvoirs publics – à la bonne distance, chaque entité devant rester dans son rôle –, nous nous efforçons donc de mettre à jour notre compréhension des contextes, qu'ils soient nationaux, régionaux ou internationaux, à la suite d'élections, de coups d'Etat, de blocages à l'ONU, etc. La production d'analyse porte également sur des thématiques comme les DSSR à travers le symposium (voir page 50), ou encore la démocratie en santé (voir page 51).

Poursuivant sa démarche de documentation des attaques contre les droits des femmes et l'égalité de genre, qui avait engendré la publication d'un rapport sur le « backlash » l'année dernière, Equipop a diffusé deux nouvelles publications : « Quand l'extrême droite avance, les droits des femmes reculent - Elections européennes 2024 et égalité de genre » (voir page 17), et « Contrer les discours masculinistes en ligne ». Rédigé avec l'Institut du Genre en Géopolitique, ce rapport décrypte les modes opératoires en ligne des mouvements masculinistes : quels sont leurs discours, comment agissent-ils et comment utilisent-ils les nouvelles technologies pour s'attaquer aux femmes et aux personnes LGBTQIA+ ? Il pointe le rôle joué par les « Big Tech » dans la prolifération et la diffusion de ces discours en ligne, et adresse une série de recommandations à l'Union européenne et à ses Etats membres pour contrer ces mouvements.



## Nourrir les mobilisations collectives

Le lien entre la réflexion et la mobilisation collective est toujours extrêmement étroit. La meilleure illustration de cela est sans doute l'espace qu'Equipop facilite depuis 2022, l'Agora féministe. Intitulée « Cultiver nos alliances et changer le système ! », l'édition 2023 a réuni 65 militantes féministes de différents espaces francophones (Afrique de l'Ouest, Maghreb, Caraïbes) à Cotonou, au Bénin.

Les militantes y ont fait porter leurs échanges en premier lieu sur la vision politique de leurs mouvements. Afin de dépasser les positionnements basés sur l'urgence et de construire une approche de long terme, elles ont mobilisé des travaux de penseuses féministes émancipatrices, en articulant des principes et des valeurs directrices : intersectionnalité, anticapitalisme, patriarcat, sororité, décolonialité, et soins collectifs. Les mouvements féministes étant forts de leur richesse et de leur diversité, l'Agora est aussi un environnement permettant d'exprimer désaccords et idées, comme le décrit Zipporah Ndione, participante sénégalaise.

**« Ce que j'aime notamment à l'Agora, c'est la confrontation des idées et des esprits. On aime cette dynamique d'accepter d'avoir des divergences dans nos outils de travail, dans nos moyens de lutte. Ça renforce nos combats et ce qu'on fait ».**

Zipporah Ndione, participante sénégalaise

Trois thématiques en particulier ont été abordées : la sécurité des militantes, le bien-être, et le droit à disposer de son corps pour les femmes et les filles. Alors que l'on célébrait cette année le vingtième anniversaire de l'adoption du Protocole de Maputo, l'accès à un avortement sécurisé reste évidemment central dans les combats féministes – avec, parfois, des victoires à célébrer, comme au Bénin.

Equipop œuvre aux mobilisations collectives en Afrique de l'Ouest de nombreuses autres manières, notamment en renforçant la participation des jeunes, et des jeunes féministes en particulier, aux processus liés à l'éducation complète à la sexualité, au niveau national – par exemple en Guinée et en Côte d'Ivoire –, mais aussi en collaborant avec des agences onusiennes comme l'UNESCO et UNFPA. Equipop appuie par ailleurs le travail de plaidoyer du réseau Alliance Droits et Santé. Ce réseau, qui regroupe 22 organisations d'Afrique de l'Ouest engagées en matière de droits et santé sexuels et reproductifs, a pour objectif de se positionner comme un acteur régional majeur sur cette question.

Par ailleurs, l'action collective est très dense en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. En Afrique de l'Ouest, Equipop a soutenu une campagne « Compter pour toutes », pour l'inscription de ce sujet dans les budgets. De nombreuses actions se sont tenues lors des 16 jours d'activisme de novembre 2023. À Paris, Equipop a participé à la manifestation du 25 novembre et, de manière plus générale, les mobilisations féministes ont été fréquentes en France. Elles ont notamment abouti à la constitutionnalisation de l'IVG, une première mondiale, le 8 mars 2024.

Equipop est toujours une membre active de nombreux réseaux et consortiums qui portent un plaidoyer collectif pour la solidarité internationale comme Coordination SUD et le Collectif Santé Mondiale en France, les droits humains comme la Plateforme Droits humains ou les DSSR comme Countdown 2030 Europe. Cette année a vu le lancement du programme « Walking the Talk », qui promeut la mise en œuvre de politiques étrangères véritablement féministes et l'augmentation de l'aide publique au développement consacrée à l'égalité de genre – tout cela dans des contextes politiques très changeants et parfois défavorables. Equipop est la membre française de ce consortium, qui se déploie aussi en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et au niveau de l'UE. L'essence du projet est de connecter les revendications des féministes actives à travers le monde avec les politiques étrangères européennes. Cela signifie, par exemple, apporter dans les ministères et agences à Paris la substance de l'Agora féministe.

## Faire entendre nos revendications dans les lieux de pouvoir

L'objectif principal de ces diverses collaborations est d'influer sur la prise de décision politique aux niveaux international, régional et national. Si le travail doit bien sûr être quotidien, notamment auprès des parlementaires, il se cristallise sur des temps forts : des événements auxquels nous participons, ou dont nous sommes à l'initiative. On peut ici évoquer la préparation du Sommet de l'avenir (réunion à Nairobi) de l'ONU, ou les diverses étapes liées au trentième anniversaire de la CIPD, la conférence du Caire qui, en 1994, avait consacré l'approche par les droits (réunion à Lusaka, réunion à New York pour travailler avec UNFPA sur les indicateurs liés à l'agentivité reproductive), ou encore la conférence sur les politiques étrangères féministes (à La Haye).

Parmi les dynamiques initiées par Equipop, citons-en quatre : la facilitation, à Paris en avril 2024, de rencontres de plaidoyer entre une délégation de « Féministes en Action » et les responsables politiques français-es (voir encadré) ; l'envoi de courriers collectifs au président français pour empêcher que les coupes budgétaires affectent les associations féministes soutenues directement ou indirectement

par la France ; l'organisation, à Genève en novembre 2023, de la conférence « Face au backlash : Promouvoir les droits et la santé sexuels et reproductifs dans les espaces multilatéraux », qui a accueilli une centaine de participant-e-s. Enfin, cette démarche de renforcement des alliances multi-actrices a été conduite à New York, en mars 2024, à l'occasion de la Commission sur le statut des femmes (CSW) des Nations unies. Equipop y a été à l'initiative d'une lettre ouverte aux Etats progressistes signée par une centaine d'associations, afin de les inciter à défendre sans concession les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ face aux Etats et lobbys conservateurs.

Les enjeux politiques autour de l'égalité de genre demeureront immenses dans les années à venir, et Equipop continuera de se mobiliser avec ses partenaires à toutes les échelles pour amplifier les solidarités féministes.



Délégation française à la CSW pour le side event du planning familial sur la constitutionalisation de l'avortement

## Féministes en Action : Quand l'extrême droite avance, les droits des femmes reculent

En avril 2024, une délégation de sept activistes africaines et latino-américaine a rencontré plusieurs responsables politiques français-es de haut niveau à Paris. Cette action était soutenue par les six organisations partenaires du fonds « Féministes en Action ». Pour Equipop, qui a piloté cette activité, c'était un moment fondamental dans l'optique de renforcer les solidarités féministes transnationales. Elle s'inscrivait dans le contexte des coupes budgétaires massives contre lesquelles Equipop et ses partenaires se sont mobilisées ces derniers mois, que ce soit après la suspension de l'aide française au Burkina Faso et au Mali, ou après l'annonce de la réduction de l'aide publique au développement. Les militantes ont porté trois demandes : financer durablement les organisations féministes à la hauteur des enjeux et des besoins réels, soutenir la participation des militantes aux espaces de décision, et garantir la sécurité des militantes. Les messages ont été entendus et, depuis, Equipop et ses partenaires en assurent le suivi. Pour les années à venir, nous appelons le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, l'Agence Française de Développement, ainsi que le Ministère de l'Économie et des Finances à renouveler les projets FSOF de façon pluriannuelle, à garantir la pérennité des fonds intermédiaires et à préserver les financements féministes des coupes budgétaires. Enfin, nous appelons les député-e-s à voter une nouvelle loi pluriannuelle dont le texte garantit l'augmentation du budget de l'APD gérée.



En amont des élections européennes de juin 2024, Equipop a publié un rapport pour alerter sur les dangers de la montée de l'extrême droite en Europe, en particulier pour l'égalité de genre et les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+. Intitulé « Quand l'extrême droite avance, les droits des femmes reculent », ce rapport se plaçait dans la lignée de deux publications précédentes, sur le « backlash » et sur les discours masculinistes. Deux séries de recommandations ponctuaient le rapport : les médias étaient appelés à ne pas banaliser l'extrême droite et à intégrer des analyses féministes à la couverture des élections. Les partis politiques, quant à eux, étaient renvoyés à leur responsabilité de prendre conscience des enjeux féministes de ces élections et d'intégrer pleinement ces perspectives dans leurs programmes et leurs actions. Le résultat des élections européennes a malheureusement confirmé que la menace sur les acquis féministes est plus que jamais d'actualité. Si l'équilibre politique au Parlement européen n'a pas été radicalement bouleversé, l'extrême droite a fait des scores historiques dans certains pays. Comme le prévoyait le rapport, ces élections européennes ont des conséquences immédiates et de long terme sur les contextes politiques nationaux. En France, Equipop a donc poursuivi sa mobilisation contre l'extrême droite, à travers la participation au collectif Alertes Féministes, qui a développé une série d'actions en ligne et dans la rue au moment des élections législatives anticipées. Le rapport sera suivi d'un deuxième volet à l'automne 2024, qui proposera une analyse post-électorale et des pistes d'action pour faire avancer l'égalité de genre dans le nouveau contexte politique européen.



Quand l'extrême droite avance, les droits des femmes reculent, 2024, 28 pages. Disponible sur equipop.org

# EMPOUVOIRER

**Ressourcer les activistes et les associations en les soutenant financièrement et techniquement, en amplifiant leurs voix et en renforçant les actions collectives transnationales.**





# RESSOURCER MILITANTES ET ORGANISATIONS POUR LES DROITS DES FEMMES ET LA JUSTICE DE GENRE

Equipop est, entre autres, un fonds féministe qui a accordé 82 nouvelles subventions pour un montant de 3 345 000 euros dans 10 pays. Ce soutien financier est couplé à un accompagnement technique à la carte, ainsi qu'au renforcement du pouvoir d'agir collectif, axe d'intervention particulièrement important pour l'association.

## 4 DISPOSITIFS FINANCIERS

### Fonds Partenariat Stratégique (PS)

Le Fonds Partenariat Stratégique permet aux organisations de se projeter sur le long terme, sans logique projet, pour développer des activités stratégiques, renforcer leur fonctionnement ou leur capacité à mettre en œuvre des actions. Il s'inscrit dans un partenariat stratégique noué entre Equipop et l'organisation.

1. Mise en place d'une relation de longue durée et de confiance entre Equipop et l'organisation de la société civile (OSC), avec le partage de valeurs communes.
2. Equipop et l'OSC ou réseau concerné-e formalisent le cadre et le contenu de leur collaboration, puis signent un accord de partenariat.
3. Utilisation des fonds par l'organisation et mise en place d'une relation régulière entre Equipop et l'organisation.
4. Montant entre 20 000 et 60 000 euros

**À DESTINATION** OSC de taille intermédiaire, ayant noué une relation de confiance avec Equipop et partageant des valeurs et objectifs communs.

**CYCLE** de 2 à 5 ans

**EXEMPLE** La Ligue Ivoirienne des Droits des Femmes a noué un partenariat stratégique avec Equipop depuis 2020. Elle a choisi d'affecter une partie du financement à des ressources humaines, et a donc pu adopter une répartition plus optimale des tâches et des responsabilités et renforcer son organisation financière et administrative, tout en augmentant son expertise en matière de prise en charge psychologique des survivantes de VSS.

### Fonds EllesAct (ou fonds ponctuels)

Le Fonds EllesAct permet aux organisations féministes d'obtenir un soutien financier et parfois technique, de manière ponctuelle, spécifique et sur une durée déterminée, pour soutenir la mise en œuvre d'initiatives en lien avec les droits des femmes et la justice de genre.

1. Appel à proposition restreint à destination des organisations féministes identifiées par Equipop ou sollicitation directe d'Equipop par une organisation

féministe. Equipop et l'OSC formalisent rapidement le contenu et le montant de l'appui financier et technique, puis signent une convention de partenariat.

2. Déploiement du Fonds EllesAct par l'OSC, réalisation de l'activité et mise en place de l'accompagnement d'Equipop.
3. Montant entre 2 000 et 5 000 euros

**À DESTINATION** OSC féministes de petite taille et de taille intermédiaire.

**CYCLE** de 1 à 3 mois

**EXEMPLE** À l'occasion des 16 jours d'activisme 2023, l'association ADDAD Burkina a pu utiliser le Fonds EllesAct pour mettre en place une série de sensibilisations dans les marchés, et au domicile des chefs traditionnels ou de responsables religieux de quartier sur les droits des aides ménagères et des travailleuses domestiques.

### Fonds Développement Organisationnel (DO)

Le Fonds DO permet d'accompagner et de financer la consolidation organisationnelle des organisations de la société civile.

1. Organisation d'un atelier de formation à l'auto-diagnostic (avec l'outil SCAN), qui passe en revue tous les éléments constitutifs d'une OSC. Chaque OSC définit en fonction de cela des projets d'amélioration prioritaires (PAP).
2. Ouverture d'une campagne d'attribution des fonds DO à destination des OSC qui ont participé aux ateliers. Chaque organisation peut soumettre une proposition à cet appel, avec la possibilité de combiner plusieurs PAP en un projet.
3. Avec cet appui financier, mise en place par les OSC des chantiers identifiés dans l'auto-diagnostic. Un accompagnement personnalisé de l'équipe d'Equipop est possible sur demande.
4. Montant entre 3 000 et 6 000 euros

**À DESTINATION** OSC de petite taille et de taille intermédiaire

**CYCLE** de 6 mois à 1 an

**EXEMPLE** La Ligue Nigérienne des Droits des Femmes a bénéficié du Fonds DO dès novembre 2022, alors qu'elle n'était pas encore reconnue juridiquement. Cela lui a permis d'identifier des actions de structurations prioritaires pour la structure, comme l'élaboration d'un plan d'action sur 2 ans, mais aussi d'un manuel de procédures, et de les mettre en œuvre.

## Fonds CollectivAct

Les fonds CollectivAct permettent la co-création et la mise en œuvre d'initiatives collectives portées par des consortiums d'OSC : il peut s'agir d'activités de mobilisation politique et/ou sociale, de projets de recherche ou de sensibilisation.

1. Identification d'un consortium d'OSC qui va déterminer une thématique sur laquelle les OSC souhaitent se mobiliser.
2. Tenue d'un Lab d'incubation avec les membres du consortium et des expert-e-s : identification des enjeux, des objectifs, et des activités du projet. Cadrage des modalités de collaboration au sein du consortium, et du dispositif d'accompagnement technique Equipop. Une ou plusieurs conventions de partenariat sont ensuite signées.
3. Déploiement du Fonds CollectivAct et mise en place des activités et de l'accompagnement d'Equipop.

4. (facultatif) Capitalisation des apprentissages du projet collectif par les membres du consortium et les personnes impliquées dans le processus.
5. Montant entre 50 000 et 150 000 euros, réparti entre plusieurs organisations.

**À DESTINATION** OSC de taille intermédiaire, ayant noué une relation de confiance avec Equipop et partageant des valeurs et objectifs communs.

**CYCLE** de 6 mois à 2 ans

**EXEMPLE** Développée en avril 2023 lors d'un Lab, la campagne #CompterPourToutes a été mise en œuvre sur les réseaux sociaux et dans 7 pays en mars 2024, pour sensibiliser les décideur-euse-s des pays concernés et les professionnel-le-s de la chaîne de prise en charge des victimes de VSS à la nécessité d'avoir des données de qualité sur les cas de VSS, pour mieux anticiper et préparer la prise en charge de ces thématiques.

## 2 LEVIERS D'ACCOMPAGNEMENT

### Accompagnement à la carte et personnalisé

Les organisations partenaires d'un des quatre fonds peuvent aussi, en fonction de leurs besoins, faire appel à Equipop pour des appuis spécifiques, comme l'intégration de l'approche genre, la mobilisation des ressources, la gestion administrative et financière, le plaidoyer... Equipop partage également avec elles une veille concernant les opportunités et les actualités du secteur.

**EXEMPLE** Dans le cadre de son premier partenariat avec l'OSC Aboya, Equipop a pu mettre en place avec l'organisation un plan d'accompagnement tout au long du partenariat. Cet accompagnement s'est fait à la fois en présentiel, avec par exemple 3 séances de formation sur une année concernant les procédures administratives et financières, mais aussi à distance par mail et au téléphone, avec des points réguliers pour revenir sur d'éventuelles difficultés ou besoins, ce qui a permis une collaboration fructueuse.

### Facilitation d'espaces et de mouvements collectifs

Equipop facilite ou impulse des espaces collectifs pour les mouvements féministes, en ligne ou en présentiel. Ces espaces prennent des formes différentes et peuvent rassembler des militantes féministes, des expert-e-s, des membres d'organisations de la société civile, des chercheur-euse-s, toujours dans un objectif de renforcement de mouvements, d'échange de pratiques et de savoirs.

**EXEMPLE** Depuis fin 2022, Equipop impulse et facilite les Agoras féministes, avec un comité d'orientation composé de militantes féministes ouest-africaines. Ces Agoras qui ont eu lieu à Cotonou et Niamey rassemblent sur plusieurs jours entre 40 et 60 militantes féministes ouest-africaines, pour des moments d'échange, de co-construction, mais aussi de ressourcement.

**EXEMPLE** À l'occasion du 8 mars 2022, Equipop a organisé un média-training sur une communication féministe autour de l'avortement. Tou-te-s les partenaires féministes d'Equipop ont été invité-e-s par mail, et une trentaine d'entre elles ont participé à ce webinar de 2h qui mêlait travaux de groupes et échanges en plénière sur comment parler du droit à l'avortement de manière féministe.

# Écouter les femmes et les filles : l'expérience des caravanes féministes de causeries communautaires

**D**epuis janvier 2022, une quarantaine de féministes du Bénin, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Mali, de Mauritanie, du Niger et du Sénégal se sont lancées avec le soutien d'Equipop dans l'organisation de caravanes de causeries dans des zones rurales ou périurbaines de leurs pays. Il s'agit de moments d'échanges entre les féministes et les femmes et filles issues de ces localités, pour se mettre à leur écoute sur leurs vécus et leurs perceptions des inégalités. Le rapport issu de ces rencontres sera utilisé par les militantes féministes pour mieux prendre en compte les besoins et spécificités de toutes les femmes dans leurs actions.

## Penser et mettre en œuvre l'intersectionnalité

Les militantes féministes ont pensé les caravanes comme un espace d'échange avec les femmes et filles de leurs pays, en particulier celles en situation de marginalisation. Il s'agissait notamment pour elles de travailler à l'inclusivité du mouvement, en allant à la rencontre de femmes aux vécus divers, de se mettre à leur écoute afin de comprendre leurs réalités et besoins, et de mieux les intégrer dans les mouvements féministes. En amont, les militantes impliquées ont fait un travail de remise en question de leurs privilèges, et des biais qu'ils peuvent entraîner. Elles sont allées vers des femmes souvent invisibilisées et exclues par les politiques publiques et les organisations : selon les contextes, elles ont pu rencontrer des personnes déplacées, des femmes vivant en milieu rural, ou encore des femmes vivant avec un handicap. Ces échanges ont pu révéler la spécificité et l'imbrication des discriminations subies par les femmes en fonction de leurs statuts.

## Constat que les violences sont partout

Dans tous les échanges sans exception, les femmes et les filles rencontrées ont témoigné de violences sexistes et sexuelles (VSS). Cette expérience ne fait que confirmer ce que les militantes féministes savent déjà, et ce contre quoi elles se mobilisent : les VSS sont partout. Les caravanes ont également confirmé le fait que les femmes et les filles vivant des oppressions croisées font face à des violences spécifiques, comme des violences policières pour les travailleuses du sexe, ou des violences sexuelles particulièrement élevées pour les femmes en situation de handicap. En plus de cumuler les discriminations, les femmes concernées ont du mal à trouver une réponse aux violences qu'elles vivent, car celles-ci sont pour beaucoup dans l'angle mort des services publics, mais aussi des militantes. Il faut toutefois noter que les témoignages démontrent que les organisations de femmes et organisations féministes sont les principaux soutiens des survivantes de VSS, face à des services publics défaillants.



# Sororités Francophones, se rassembler pour créer et partager de la pensée féministe



**D**epuis 2021, Equipop, en collaboration avec le RJFAO et d'autres militantes féministes ouest-africaines, organise des conférences en ligne à destination des militantes féministes francophones. À chaque fois, 3 à 4 expertes féministes de divers espaces francophones sont invitées pour échanger, en ligne ou en présentiel, autour d'un sujet particulier. Les sessions sont co-modérées par Equipop et des militantes féministes d'Afrique de l'Ouest.

## Mettre en dialogue et en action les expertises et les espaces

Dans un contexte où les militantes féministes sont plus que jamais menacées par la montée des mouvements anti-droits, et ont des difficultés à trouver des moments pour faire mouvement de manière transnationale, Sororités Francophones est un espace sécurisé qui permet de rassembler une communauté internationale de militantes. À chaque rencontre, des expertes et militantes féministes de divers espaces géographiques francophones partagent leurs vécus et leurs visions, pour faire mouvement et créer un momentum autour d'un sujet. Le croisement des expériences et des contextes permet de traiter un sujet en sortant d'un prisme uniquement occidental-centré.

## Prendre le temps de produire de la pensée féministe et la diffuser

Les espaces comme Sororités Francophones permettent de prendre le temps de la réflexion et de produire de la pensée sur des thématiques qui animent les militantes féministes. Il s'agit tout d'abord de problématiser de manière féministe une thématique, puis de mobiliser les expériences et les savoirs des panélistes pour aller au fond des sujets, poser le cadre des réflexions et proposer des analyses féministes des thèmes discutés. Lors de chaque édition, les modératrices et les panélistes vont faire référence à des penseuses féministes pour essayer d'ancrer la discussion dans un champ théorique féministe. Grâce à la richesse de la diversité de leur provenance géographique, elles partagent également leurs expériences et pratiques innovantes et variées, en lien avec la thématique du cycle. Pour répondre à l'enjeu de diffusion des théories féministes parmi les militantes, les conférences Sororités Francophones sont désormais diffusées sous forme de podcast.

# Sénégal



## JGEN : 1<sup>ère</sup> édition de l'Université d'été féministe d'Afrique de l'Ouest et centrale

**C**o-fondée en 2016 par cinq jeunes Sénégalaises juristes ou entrepreneures sociales, JGEN est une association féministe de lutte contre les violences basées sur le genre. Elle promeut l'autonomie économique des femmes, le leadership des filles et plaide pour des politiques en faveur de l'égalité. Sa voix représente celle d'une jeunesse engagée à tous les niveaux : local, régional et national. En 2024, JGEN a déménagé son siège social à Kaolack. À ce jour, l'organisation se compose de 20 membres actifs, dont 16 à temps plein, et bénéficie de la mobilisation sur le terrain d'un soixantaine de bénévoles. JGEN est aussi à l'avant-garde de la co-construction d'un vaste réseau féministe francophone, tout en prenant en compte la diversité de chacun-e.

### Réfléchir ensemble

Créer des synergies et consolider les rangs féministes, c'était l'un des objectifs de la première Université d'Été Féministe d'Afrique de l'Ouest et du Centre, organisée en août 2023 à Dakar, à l'initiative de JGEN et du Collectif des Féministes du Sénégal (CFS). Durant trois jours, cet événement panafricain a rassemblé plus de 150 participants-e-s, décideur-euse-s politiques, chercheurs-euses, militant-e-s féministes, universitaires, partenaires techniques et financiers, etc. autour du thème « De la théorie à l'action féministe en Afrique de l'Ouest et du centre : valoriser la recherche pour orienter les stratégies et co-construire notre identité militante ».

L'Université Féministe d'Été a contribué à créer un espace diversifié pour débattre et co-construire un mouvement féministe fort en Afrique francophone de l'Ouest et du Centre, en explorant différentes théories féministes intersectionnelles. Avec des objectifs spécifiques :

- mettre en évidence l'état de la recherche féministe en Afrique francophone et analyser ses interactions avec les actions militantes
- créer des ressources documentaires et pédagogiques sur des thématiques féministes
- diffuser des outils de renforcement des pratiques inclusives et accessibles en matière de recherche de financement

« L'Université vise à aborder les défis et enjeux de la recherche féministe en Afrique, qui reste sous-financée et sous-investie, notamment pour les femmes universitaires. »

Maïmouna Astou Yade, présidente de JGEN Sénégal

### Le soutien sorore d'Equipop!

Depuis 2022, JGEN bénéficie du soutien d'Equipop dans son développement structurel et organisationnel. L'association fait partie des initiatives de l'ONG pour amplifier la voix des jeunes féministes en Afrique de l'Ouest. En 2023, un appui financier a permis à neuf militantes de la Côte d'Ivoire, du Tchad, du Burkina Faso et du Cameroun de participer à l'Université d'été féministe. Forte de son succès, la 2<sup>ème</sup> édition de l'Université s'est tenue à Saly, au Sénégal, du 1<sup>er</sup> au 3 août 2024.

### Forum pour la justice reproductive

Du 25 au 26 juin 2024 s'est tenu, à Dakar, le premier Forum national sur les droits des femmes et la justice reproductive. Cet événement à l'initiative de JGEN, qui a réuni jeunes, militant-e-s féministes, professionnel-le-s des médias, de la santé et leaders politiques, a notamment permis d'aborder le rôle des médias dans la lutte contre les interruptions de grossesses clandestines et d'exposer les arguments de leaders religieux favorables à une réglementation de l'avortement médicalisé pour les victimes de viol et d'inceste.

### ZOOM SUR L'ACCÈS À L'AVORTEMENT AU SÉNÉGAL

Au Sénégal, l'IVG est interdite, même en cas d'inceste ou de viol. Les Sénégalaises ne peuvent avorter que si leur vie est menacée. Mais les conditions - il faut l'accord de trois médecins et le versement d'un certificat médical - sont extrêmement restrictives. En désespoir de cause, des femmes ont recours à un avortement clandestin. La pratique représenterait environ 8% du taux de mortalité maternelle, selon la Ligue africaine des droits humains. Le gouvernement sénégalais s'est engagé à autoriser l'avortement aux femmes victimes de viol ou d'inceste, en ratifiant le Protocole de Maputo, en 2005. Mais depuis, aucune loi n'a été votée.

### À suivre...

JGEN reste vent debout pour que la question de l'avortement ne soit plus un tabou au Sénégal. Son ambition : sensibiliser les communautés locales (leaders religieux, chefs de village, jeunes...) pour qu'elles se rangent du côté des militantes et que l'Etat promulgue le projet de loi sur l'avortement sécurisé, défendu par les organisations féministes.



# Sénégal



## ROAJELF : en finir avec les VBG en milieu universitaire

Tout commence en 2009 sous l'impulsion d'un groupe de jeunes femmes leaders d'Afrique de l'Ouest bien décidées à être mieux représentées, elles et leurs sœurs. Comment ? En s'organisant en réseau pour prendre en charge les questions qui les concernent. Avec le soutien du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre, elles inaugurent un espace où se rassembler pour entreprendre des actions régionales en faveur des femmes et des filles. Le ROAJELF (Réseau Ouest Africain des Jeunes Femmes Leaders) est né. Réseau entièrement féminin, composé de membres âgé·e·s entre 18 et 35 ans, l'organisation développe la branche sénégalaise en 2011. Son objectif : renforcer les capacités et le leadership des jeunes femmes, pour qu'elles puissent jouer un rôle actif dans le développement socio-économique et politique de leur pays.

### Interpeller les universités

L'université est un milieu de socialisation non immunisé contre les violences basées sur le genre. De plus en plus de déperditions, d'abandons des études, de faible pourcentage d'inscription dans les écoles doctorales, sont observées chez les étudiantes au Sénégal. En 2021, des enseignantes de l'université sénégalaise Assane Seck, à Ziguinchor, avaient aussi protesté contre des formes graves de violence, dont des harcèlements sexuels. Afin de mettre fin aux VBG en milieu universitaire, le ROAJELF / Sénégal, dans le cadre du projet Féministes en Action, a mis en place dès 2023 un important travail dans deux universités du pays. « Nous sommes parvenues à sensibiliser et informer les étudiant·e·s, produire des données et surtout à attirer l'attention des autorités administratives sur la question des VBG. Ce terme est encore galvaudé et passé sous silence, même en milieu universitaire », constate Zipporah Ndione, présidente du ROAJELF / Sénégal.

« Parmi les étudiant·e·s, certain·e·s deviendront peut-être les futur·e·s leaders du pays. Il est primordial de les sensibiliser aux VBG pendant leurs études pour qu'ils·elles agissent par la suite en connaissance de cause. »

Zipporah Ndione, présidente du ROAJELF / sénégal



### Sororité inclusive

Le projet a conduit à l'adoption d'un pacte contre les VBG dans les deux universités. Le ROAJELF / Sénégal a plaidé pour un cadre juridique de protection des étudiantes et un suivi des victimes. Le projet a permis aux étudiantes de connaître leurs droits et recours en cas de VBG. Leur forte implication dans les activités de renforcement de capacités, d'écoute et de plaidoyer reflète l'une des missions principales du Réseau : encourager la participation des jeunes femmes dans les décisions politiques et la gouvernance.

### Le soutien sorore d'Equipop

Ce soutien ne se limite pas à des aspects financiers, il englobe un accompagnement technique et structurel qui a permis au ROAJELF / Sénégal d'intervenir sur la question des VBG dans les universités où, en général, il est difficile pour les organisations de la société civile d'obtenir une autorisation d'entrer. À la suite du projet, l'organisation a gagné en légitimité, en intégrant un Comité technique national de lutte contre les VBG et participant à la rédaction d'un Plan d'action. Grâce à un partenariat stratégique, le Réseau a également pu étendre sa présence au niveau national, avec des antennes désormais réparties dans douze régions sur quatorze au Sénégal.

### ZOOM SUR LE SECRÉTARIAT DE SUIVI DES ENGAGEMENTS POLITIQUES

« Nos gouvernements prennent beaucoup d'engagements. Mais il n'y a pas de réel suivi sur leur mise en œuvre », déplore Zipporah Ndione. En 2022, le ROAJELF / Sénégal a lancé un plaidoyer pour la mise en place d'un Secrétariat de suivi des engagements politiques. Les premières réunions de travail ont débuté en 2023. En 2024, suite à l'élection du nouveau président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, le Réseau a rédigé un manifeste pour rappeler l'engagement du nouveau gouvernement d'être « inclusif et respectueux des droits humains ». « Les droits des femmes sont des droits humains. Toutefois, la loi sur la parité est remise en question. Sa mise en œuvre effective peine encore dans certaines régions. »

### À suivre...

Le nouveau président du Sénégal a remplacé le ministère de la Femme par le ministère de la Famille et des Solidarités. « Nous allons veiller à ce que nos acquis soient préservés, tout en menant de nouveaux combats », affirme Zipporah Ndione. Soutenu par Equipop, le Réseau a lancé en mai 2024 « Notre corps, notre santé », un projet de lutte contre les violences gynécologiques et obstétricales (VGO). Un problème épidémique qui peine à être considéré comme un véritable enjeu de santé publique.

# France



## FILATIONS : sensibiliser la prochaine génération féministe

**M**ieux vaut prévenir que guérir. C'est le credo de Filations. L'association est née en 2005 de la fusion de deux associations (VIFF et FIL) d'accompagnement aux femmes et de leurs enfants victimes de violences qui se sont demandé : comment, avant l'accueil, s'attaquer aux racines de ce fléau, et diminuer le nombre de victimes ? Une solution : prévenir. VIFF et Fil créent alors Filations, une structure dédiée à la prévention des violences sexistes et conjugales (VSC) à travers diverses actions de sensibilisation, de formation des professionnels, d'information des publics et de mobilisation pour changer les comportements ancrés dans notre société patriarcale. Depuis son origine, Filations adhère à la Fédération nationale Solidarité Femmes (FNSF). Basée à Lyon, son rayonnement s'étend à l'échelle régionale grâce à 5 salariées dont 4 chargées de prévention, deux volontaires en Service Civique, et un réseau de 100 bénévoles.

### Prévention Jeunes

Dans le cadre du projet Générations Féministes, porté depuis 2023 par Filations et Equipop sur la métropole de Lyon, l'association intervient dans cinq établissements scolaires pilotes, sensibilisant les 12-25 ans aux violences sexistes et conjugales via des ateliers éducatifs et jeux participatifs. Par exemple, les jeux « Parlons relations amoureuses » et « Parlons masculinités » utilisent des cartes avec des affirmations sur lesquelles les jeunes doivent se positionner pour ensuite débattre. En milieu universitaire, Filations a également travaillé avec des Bureaux Des Élèves (BDE). Par des mises en situation liées à leur contexte associatif et aux violences qui peuvent advenir (soirée d'intégration, agressions au sein des bureaux, entre adhérent-e-s...), les jeunes ont dû identifier des moyens d'y remédier et pris conscience de leurs ressources internes pour créer un environnement plus sûr et égalitaire.

« Nos ateliers éducatifs créent un espace où les jeunes peuvent être bienveillants entre elles et eux et se souhaiter du bonheur dans leurs relations amoureuses. C'est porteur d'espoir. »

Pénélope Goueslard, chargée de prévention chez Filations

### Engagement sur le long terme

Les ateliers éducatifs ont permis de déclencher chez les jeunes participant-e-s une prise de conscience. Filations se félicite également de la signature d'une Convention avec les cinq établissements partenaires du projet Générations Féministe. Cet engagement tri-annuel va permettre à l'association de poursuivre ses actions en milieu scolaire, d'impliquer les équipes pédagogiques sur la prévention des violences sexistes et conjugales, et de sensibiliser davantage de jeunes sur ce sujet.

### ZOOM SUR LE FESTIVAL « BRISONS LE SILENCE »

Du 13 au 28 novembre 2023, dans toute la métropole de Lyon, ce festival a proposé au grand public une vingtaine d'événements, spectacles et rencontres pour parler des VSC, de celles et ceux qui les subissent, et se donner les clés pour les combattre. À cette occasion, cinq classes du secondaire ont pu découvrir la pièce « T'es pas mon genre ». Elle s'est clôturée par un bord de scène, ouvrant un nouvel espace d'expression pour les élèves sur la question du consentement et des VSC.

### Le soutien sœur d'Equipop

La concrétisation du projet Génération Féministe répond à la volonté commune de Filations et Equipop de travailler ensemble en faveur de l'égalité. Cette collaboration donne aussi à Filations une perspective de solidarité internationale en créant des ponts avec d'autres organisations féministes, notamment d'Afrique de l'Ouest, soutenues par Equipop. L'optique étant d'organiser une table-ronde pour croiser les regards et les moyens de prévention des VSC, selon différents pays et enjeux socio-économiques.

### À suivre...

Filations espère mobiliser de jeunes volontaires sur les questions d'égalité pour qu'ils et elles deviennent moteurs et porteurs de projets au sein de leur établissement scolaire. Inquiète de la montée des masculinistes, qui trouvent un écho chez les jeunes grâce aux réseaux sociaux, l'association compte bien là aussi faire de la prévention en déconstruisant ces discours qui propagent de fausses informations anti-féministes.



# Niger



## LIGUE NIGÉRIENNE DES DROITS DES FEMMES : une bibliothèque féministe pour se livrer librement

La Ligue Nigérienne des Droits des Femmes (LNDF) est une pionnière, c'est la première organisation du Niger à se déclarer officiellement féministe jusque dans ses textes statutaires. Créée en décembre 2022 par la volonté d'une vingtaine de militantes, la Ligue a obtenu sa reconnaissance en mai 2023. Six membres ont été élues à la direction du bureau pour un mandat de trois ans. Avec l'appui de 81 bénévoles, l'organisation joue un rôle crucial dans la promotion des droits des femmes au Niger, en œuvrant pour une société plus équitable et en offrant un soutien indispensable aux femmes qui en ont besoin. Elle milite pour que les survivantes des violences puissent s'exprimer, être crues et bénéficier d'une prise en charge bienveillante et confidentielle.

### Récits de femmes

Le bureau de la Ligue à Niamey, la capitale du Niger, est devenu un refuge pour les femmes et filles vulnérables. « Nous avons aménagé un lieu où elles peuvent se reposer, s'informer sur leurs droits grâce à notre clinique juridique, et trouver des kits de DSSR (comprimés pour douleurs menstruelles, serviettes hygiéniques réutilisables, savon, etc.). Nos premières bénéficiaires, des jeunes filles de 20 à 35 ans, se sont appropriées nos initiatives. Elles invitent d'autres filles et proposent elles-mêmes des activités », explique Souwaiba Ibrahim, présidente de la Ligue Nigérienne des Droits des Femmes.

À l'occasion de son premier anniversaire, la Ligue a inauguré en mai 2024 une bibliothèque féministe. Ce lieu de rencontres permet aux jeunes Nigériennes de discuter sereinement de sujets comme l'autonomie corporelle et les DSSR. Chaque mois, un club de lecture choisit un livre, le premier étant *À propos d'amour* de Bell Hooks. « Tous les courants et sources féministes sont les bienvenus ! » ajoute Souwaiba Ibrahim.

### Recul des MGF

Grâce à la mobilisation des associations de droits humains, le taux de prévalence des Mutilations Génitales Féminines (MGF) est en baisse au Niger, avec actuellement 2,1%. C'est une avancée à saluer, et une lueur d'espoir. Néanmoins, « il faut continuer de déconstruire les croyances erronées qui justifient les mutilations et pousser les gouvernements à adopter et appliquer de manière stricte les lois », insiste la Ligue.

### Le soutien sorore d'Equipop

Les fondatrices de la Ligue se sont rencontrées lors d'un café féministe organisé en 2021 par Equipop. Un soutien financier leur a ensuite permis de recruter un consultant pour les aider à se structurer, louer un bureau et acheter du matériel pour aménager la bibliothèque féministe. Equipop a aussi débloqué un fonds d'urgence à la suite du coup d'Etat de 2023 qui a entraîné la suspension de nombreux financements étrangers.

### ZOOM SUR LA CRÉATION D'UN « ESPACE À NOUS »

Du 4 au 6 mars 2024, à Cotonou au Bénin, la Ligue a pris part au symposium organisé par Equipop intitulé « Un espace à nous, entre militantisme et recherche : dialoguons sur une approche féministe des DSSR ! ». Financé par AMC dans le cadre du projet Foundation, cet événement a rassemblé 40 militant-e-s et chercheur-e-s de 14 pays pour réfléchir collectivement à repolitiser les enjeux liés à la santé et aux DSSR dans une perspective féministe, ainsi qu'aux actions pour lutter contre les mouvements anti-droits.

### À suivre...

La Ligue recherche un partenariat stratégique pour bénéficier de fonds pérennes. Cela lui permettrait d'employer au moins trois salariés à temps plein et de concrétiser ses idées. Le Niger connaît aussi un backlash puisque les militaires ont supprimé le ministère de la Femme et retiré leurs troupes des zones d'insécurité où les enlèvements de femmes et de filles par les groupes terroristes sont quotidiens. Dans ce contexte d'instabilité politique, la Ligue compte bien veiller à la préservation des acquis sociaux-juridiques et continuer de se mobiliser pour faire entendre la voix des Nigériennes.



« Equipop comprend notre réalité et fait preuve d'une grande flexibilité. C'est la première ONG à nous avoir fait confiance. Sans son appui, nous n'en serions pas là aujourd'hui. »

Souwaiba Ibrahim, présidente de la Ligue Nigérienne des Droits des Femmes.

# Bénin



## FILLES EN ACTIONS: documenter, informer et interpeller sur la précarité menstruelle

Elles rêvaient d'une société où elles-mêmes, leurs sœurs et leurs frères, pourraient vivre dignement et révéler leur potentiel. Pour que ce rêve devienne réalité, en 2018, quatre jeunes Béninois-e-s tout juste diplômées, trois filles et un garçon, créent l'association Impact Woman, devenue Filles en Actions. Ses objectifs: lutter contre le sexisme, la déscolarisation des filles, les mariages forcés et promouvoir l'autonomisation des femmes pour devenir des actrices de développement dans leur communauté. Aujourd'hui, Filles en Actions est le plus grand réseau féministe du Bénin, avec sept salarié-e-s, six femmes et un homme, au conseil d'administration. L'association compte 105 bénévoles et est implantée dans les 12 départements du pays à travers les clubs Voix Capitales, regroupant environ 520 filles et 120 garçons de 10 à 28 ans.

Depuis 2024, elle crée des clubs «Cervo Masculinité Positive» pour faire des jeunes hommes des alliés féministes.

### Des données pour agir

Au Bénin, une règle perdue: silence sur les menstruations. Pour briser ce tabou, Filles en Actions a effectué une tournée nationale pour documenter la situation des filles en matière de santé, précarité et gestion menstruelle. Lors de séances de formation, environ 400 participantes, âgées entre 8 et 28 ans, ont pu témoigner de leur vécu. Dans son rapport rédigé en 2023, l'association a ainsi pu montrer qu'au Bénin: 80% des filles n'ont jamais appris qu'à la puberté leur corps subira une transformation; qu'une étudiante sur dix se voit contrainte de fabriquer des protections de fortune faute de moyens

financiers pour s'en procurer (papier toilette, mouchoirs, chaussettes...). Il y a aussi un manque d'accès à l'eau potable et au savon. «Aucune politique sociale ne subventionne la gratuité des produits hygiéniques», regrette Brian Marilyse Sossou, présidente de Filles en Actions.

« Sans données, difficile d'évaluer l'efficacité des politiques existantes, de concevoir de nouvelles stratégies ou d'allouer les ressources nécessaires pour lutter contre la précarité menstruelle. »

Brian Marilyse Sossou, présidente de Filles en Actions

### Règles pour la dignité

Grâce à ce rapport, remis en 2024 aux pouvoirs publics, les participantes ont pu exprimer des recommandations pour vivre leurs menstruations avec dignité. Parmi elles: la gratuité des protections hygiéniques dans les écoles, des clubs de sororité pour discuter de sujets intimes, et des centres de formation gérés par des filles mères ou déscolarisées où apprendre à fabriquer du savon et des protections hygiéniques réutilisables, qui seraient ensuite distribuées gratuitement aux filles des villages. Filles en Actions a démarré leur mise en œuvre et s'attèle à agir sur les politiques pour des changements systémiques et durables.

### Le soutien sorore d'Equipop

Filles en Actions a reçu le soutien organisationnel, structurel et financier d'Equipop. Ce qui lui a permis d'organiser en août-septembre 2023 un camp «Féministes en action»: les jeunes participant-e-s ont réfléchi à des moyens d'améliorer l'accès à leurs droits. Lors d'un dîner multi-acteurs, ils et elles ont pu adresser directement leurs recommandations aux décideurs politiques. Le maire de la commune de Ouidah s'est engagé à faire construire des toilettes adaptées à la gestion menstruelle des filles, et à mener ce plaidoyer auprès des autres maires du Bénin.

### ZOOM SUR LA PLATEFORME « JE M'ENGAGE »

Mise en place fin 2023, cette plateforme gérée par les Championnes de Filles en Actions, des jeunes formées aux questions de DSSR, apportent la bonne information sur le terrain, découragent les filles d'avoir recours à un avortement clandestin - malgré les lois, l'accès à l'avortement reste difficile au Bénin - et les renvoient vers la ligne d'assistance «Sista dis-moi tout» qui les met en lien anonymement avec des cliniques privées et partenaires.

### À suivre...

Se déployer! C'est le mot d'ordre du plan stratégique 2024-2027 de Filles en Actions. L'ONG souhaite s'étendre dans 10 pays d'Afrique francophone pour amplifier l'impact et les voix féministes africaines. Elle prévoit l'organisation tri-annuelle du forum sur le statut de la jeune fille africaine et du Festival international sur la justice climatique féministe et la dignité menstruelle. Début 2024, Filles en Actions a lancé le tout premier média féministe du Bénin, Utilise ta voix. Pour ne rien manquer de ses prochaines actualités!



# Mauritanie



## INITIATIVE POUR LA SANTÉ DE LA REPRODUCTION : l'art pour défendre la santé des filles

L'association Initiative pour la santé de la reproduction (ISR) s'est créée en 2018 à partir d'un constat : en Mauritanie, les jeunes n'ont pas accès à beaucoup d'informations en matière de DSSR. Elle travaille par le biais de l'écoute et du conseil, et organise des formations et des campagnes de sensibilisation pour provoquer des changements de comportements et de pratiques. Les mutilations génitales féminines et les mariages forcés sont encore très répandus. «La Mauritanie est un pays patriarcal. Les problématiques auxquelles sont confrontées les femmes et les filles sont liées à ce système», affirme Dieynaba N'Diom, membre de l'association, qui lutte aussi pour une conscience féministe.

Pour mener à bien ses missions, ISR est structurée autour d'une dizaine de jeunes femmes, membres actives, qui participent bénévolement aux actions menées sur le terrain.

### Chaque voix compte

Sous l'impulsion de l'ISR et en partenariat avec la peintre plasticienne Amy Sow, plusieurs artistes mauritaniens ont participé, les 3 et 5 mai 2024 à Nouakchott, la capitale, à deux concerts de sensibilisation en faveur des droits des femmes. Cet événement a lancé le projet «l'art au service de la santé de la reproduction». L'objectif : briser les tabous autour de la précarité menstruelle, la mortalité maternelle, les MGF, le viol... - en Mauritanie, on ne sait pas ce qu'est un viol, car aucune loi ne le définit - à travers les voix de ceux que la jeunesse

écoute. « Nous avons fait un gros travail de sensibilisation auprès des rappeurs car beaucoup véhiculent des discours misogynes. On s'est dit qu'ils pouvaient changer leur fusil d'épaule et chanter pour l'égalité, ce qu'ils ont fait. » Les artistes ont aussi partagé des informations sur les DSSR via des capsules vidéo diffusées sur la page Facebook de l'ISR.

Des artistes peintres se sont joints au projet, ils ont réalisé des toiles aux messages engagés sur les VBG. Leurs œuvres ont été présentées lors d'une grande exposition.

« Notre principale victoire en Mauritanie, c'est d'avoir lancé une petite révolution féministe grâce à l'art. »

Dieynaba N'Diom, membre de l'Initiative pour la santé de la reproduction

### L'art d'être bénéfique

Une partie des recettes des concerts et de la vente d'œuvres d'art seront reversées pour la confection de serviettes hygiéniques réutilisables. Fabriquées par de jeunes Mauritaniennes, elles respectent et protègent la santé des femmes. En raison du manque d'installations sanitaires et d'informations, l'hygiène menstruelle est un véritable problème en Mauritanie. « Dans les milieux ruraux, des filles prennent leurs vieux habits qu'elles déchirent, d'autres utilisent des serviettes jetables chimiques, déplore Dieynaba N'diom. Les règles, c'est naturel. Chaque femme devrait les vivre dignement. »

### Le soutien sorore d'Equipop

Dans le cadre de l'initiative «l'art au service de la santé de la reproduction», Equipop a financé financièrement l'organisation et la communication de deux jours de concerts. Un atelier de diagnostic avec un consultant mauritanien et l'achat de deux ordinateurs ont également permis à l'association de mettre en place des documents stratégiques pour lever des fonds et assurer son développement.

### ZOOM SUR LA CAMPAGNE #COMPTERPOURTOUTES

L'ISR a également lancé une campagne #CompterPourToutes pour avoir des données sur les violences sexuelles et sexistes (VSS). Sans données précises, difficile de concevoir de nouvelles stratégies et d'allouer les ressources nécessaires pour lutter contre ce fléau. Les 24 et 25 avril, l'ISR a réuni autour de ce sujet des politiques, la commissaire de police, Hindou Cheikhna, ainsi que des professionnels de la prise en charge des victimes. Le ministère des Finances s'est engagé à dégager un budget pour cette collecte. L'ISR poursuit son plaidoyer pour que les engagements deviennent des actes.

### À suivre...

En Mauritanie, il y a un vide juridique concernant les lois sur les violences faites aux femmes. Un projet de loi est en cours depuis 2017, mais il se heurte aux autorités politiques et religieuses conservatrices. « Sans cadre juridique, c'est comme si nous travaillions dans le vide », martèle Dieynaba N'Diom. L'ISR est déterminée à continuer de porter ce plaidoyer.



# Burkina Faso



## WOMA Média : Amplifier la voix des femmes et des personnes LGBTQ

**W**OMA Média est une plateforme numérique créée en 2016 pour amplifier les voix des femmes et des personnes LGBTQ en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun. Elle vise à répondre à leurs questions, préserver et valoriser leurs histoires et expériences de vie, souvent ignorées ou mal représentées. WOMA Média se concentre sur la justice reproductive et sexuelle, la lutte contre les VBG, la protection juridique, les droits des femmes et des personnes LGBTQ, ainsi que leur bien-être et santé mentale. La plateforme encourage le leadership et l'autonomisation de ces communautés, tout en valorisant chaque expérience individuelle. Onze jeunes femmes travaillent au conseil consultatif et au Bureau exécutif. WOMA Média, c'est aussi une web radio, ATKRADIO, (Nos vies, nos voix) disponible sur [www.atkradio.org](http://www.atkradio.org), avec quatre animatrices.

### L'union fait la force

En 2023, WOMA Média a multiplié les ateliers de formation et les groupes de parole pour rassembler des femmes aux vécus et aux profils différents mais faisant face à des problématiques communes, comme la vulnérabilité, la sécurité, la santé physique et mentale, etc. « Nous avons regroupé des femmes transgenres, des travailleuses du sexe, des femmes usagères de drogue, lesbiennes, bisexuelles et queers, autour des conversations sur nos priorités en tant que femmes, pour des formations sur le plaidoyer et l'engagement citoyen. Elles ont ainsi pu s'exprimer librement sur leurs problématiques, proposer des actions et trouver des allié-e-s déjà entre elles et ensuite autour de leurs différents sphères de vie. Nous sommes en pleine construction d'un réseau de femmes inclusives dont les informations seront

connues très bientôt. Pourquoi travailler chacune de notre côté? Créer des espaces intersectionnels de réflexion, c'est faire des minorités, une majorité! » affirme Miss Lylie, Directrice exécutive de WOMA Média.

« Le mouvement anti-genre impacte non seulement les minorités mais la société tout entière, à travers ses prises de position conservatrices et réactionnaires. Déconstruire les préjugés et contribuer à assurer la sécurité de toutes les femmes est notre plus grand enjeu. »

Miss Lylie, Directrice exécutive de WOMA Média

### Festival des libertés sexuelles

WOMA Média était présent pour la première fois à l'Utopia Festival. Un événement annuel pour célébrer les sexualités, organisé en novembre 2023 à Nairobi, au Kenya, sur le thème des « Utopies sexuelles ». « Notre mission dans cette collaboration a été de récupérer des informations et d'en faire un montage audiovisuel pour raconter cette belle aventure. La communauté LGBTQI+ en Afrique est grande, les autres pays peuvent nous inspirer en matière de lutte pour les droits humains », soutient Miss Lylie.

### Le soutien sorore d'Equipop

WOMA Média a bénéficié d'un soutien financier et organisationnel. Un accompagnement consulting a permis à l'équipe d'analyser ses faiblesses et ses points forts, de définir un plan stratégique pour lever des fonds et atteindre ses objectifs sur une période de cinq ans. L'achat de microphones a facilité la couverture médiatique de plusieurs événements artistiques et culturels sur sa web radio, ATKRADIO. « Nous avons la possibilité maintenant de nous déplacer pour des interventions et de limiter et contrôler les entrées et les sorties dans notre siège. Ce qui est rassurant pour notre contexte non sécurisé pour les actions du mouvement et pour les personnes elles-mêmes. »

### ZOOM SUR LE PODCAST

#### « DES VOIX AUTHENTIQUES »

« Petite, lorsque j'ai découvert mon orientation sexuelle, je n'avais personne à qui me confier ou poser des questions. J'ai dû me débrouiller seule », regrette Miss Lylie. Début 2024, WOMA Média a donc lancé *Des voix authentiques*, un podcast fait avec et pour les adolescentes LBQ de cinq pays d'Afrique de l'Ouest francophone et du Cameroun. Comment reconnaître et afficher des sentiments lesbiens, bisexuels ou autres dans des contextes qui ne leur sont pas favorables et sécurisés? Quelle idée se font-elles du couple? Quelle est la fréquence de leur consultation gynécologique? Pour une fois, on a le droit de partager ce journal intime rempli de confidences utiles à d'autres.

### À suivre...

En Afrique, plusieurs pays ont dépenalisé l'homosexualité, contrairement au Ghana, Cameroun, Burkina Faso ou Nigeria où elle est encore punie par la loi. Néanmoins, même lorsqu'elle est tolérée, la communauté LGBTQI+ est régulièrement la cible (physique ou en ligne) d'insultes ou de violences basées sur le genre. En tant que l'un des médias de la communauté LGBTQI+, WOMA Média veut continuer de déconstruire les préjugés et militer pour que les Etats adoptent des protections juridiques contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle.

# Côte d'Ivoire



## LIGUE IVOIRIENNE DES DROITS DES FEMMES: le matrimoine ivoirien en héritage

Fondée en 2019 par huit jeunes Ivoiriennes aux professions variées (communication, sociologie, droit, philosophie, agronomie), la Ligue a commencé son activisme sur les réseaux sociaux. Leur première mobilisation pour défendre le cas d'une femme battue dans la commune de Yopougon, à Abidjan, les a révélées et unies. Avec plus de 50 bénévoles, dont 10 membres au bureau exécutif, la Ligue est la première association en Côte d'Ivoire à afficher une idéologie féministe. Leur maître mot: le virtuel, c'est réel. Leur pétition en ligne, lancée par leur Secrétaire Générale Désirée Dénéo, qui a récolté plus de 5 000 signatures, et l'organisation d'un sit-in devant une chaîne TV nationale, ont contribué à la condamnation avec sursis d'un journaliste qui, en 2021, avait reconstruit une agression sexuelle en direct. La Ligue est également à l'ini-

tiative de la première marche du pays contre les féminicides. Ces événements contribuent à écrire l'histoire du féminisme ivoirien.

### « Je peux dire non ! »

Dans le langage populaire ivoirien, quand des hommes parlent de « leur pépinière », ils font référence à des filles à peine majeures qu'ils repèrent et suivent à la trace pour sortir ensuite avec elles. « À La Ligue, nous utilisons le même terme mais pour désigner des adolescentes que nous encadrons sur les questions de consentement », explique Meganne Boho, sa présidente, pour qui l'éducation est l'un des meilleurs moyens de prévenir les violences faites aux femmes. En mai 2024, plusieurs de ces filles ont participé à un concours de lecture sur le consentement, et lu à voix haute un extrait du livre jeunesse

*Je peux dire non !*, de Jenny Simmons (éd. Nouveaux Horizons).

La pépinière de la Ligue est située à Grand-Bassam, une ville historique où, en 1949, des femmes ont marché pour dire « non » à la colonisation française. « Il y a les Pères fondateurs de la Côte d'Ivoire, mais il y a aussi les Mères fondatrices qu'on oublie. Nous enseignons ce matrimoine à nos pupilles pour les inspirer. » Des rencontres intergénérationnelles ont lieu avec ces pionnières, dont l'ancienne ministre Constance Yaï et Georgette Zamblé, autrice de *La femme de mes rêves*, un récit autobiographique sur une petite fille qui a dit « non » à un système qui tendait à la limiter.

« Le féminisme a toujours existé en Côte d'Ivoire. Nous sommes ses héritières. »

Meganne Boho, co-fondatrice et présidente de la Ligue Ivoirienne des Droits des Femmes

### Le prix Simone de Beauvoir 2024

Bien qu'elle fait face à de nombreuses intimidations et menaces, la Ligue a gagné en légitimité et en reconnaissance, au niveau national et international. L'une de ses co-fondatrices, Marie-Paule Djegue Okri, a même reçu le prix Simone de Beauvoir 2024 pour la liberté des femmes. En tant qu'agronome, elle forme des Ivoiriennes en milieu rural à l'agriculture écologique et les aide à atteindre l'empouvoirement économique.

### Le soutien sorore d'Equipop

La Ligue a bénéficié du soutien d'Equipop via plusieurs financements. Ce soutien a permis à l'équipe d'avoir des locaux, de financer des projets, notamment la location de parcelles de terre dans le cadre de ses activités d'éco-féminisme, mais également de recruter des psychologues pour les survivantes de VBG. La Ligue a également pu inaugurer une bibliothèque féministe, baptisée du nom de Constance Yaï.

### ZOOM SUR FEMZEN, LA SANTÉ MENTALE AU CŒUR DE L'ACTIVISME

En Côte d'Ivoire, les activistes féministes, notamment en milieu rural, font face à des défis, incluant cyber-harcèlement, pressions sociales, insécurité et répression politique. Ces conditions imprévisibles impactent négativement leur santé mentale et émotionnelle. Du 27 mai au 1er juin 2024, la Ligue a donc organisé une semaine Zen'Fem en partenariat avec AWDF pour favoriser le bien-être et la cohésion des militantes, à travers différentes activités (bookclub, art-thérapie, séances de massages...).

### À suivre...

Les ambitions de la Ligue incluent: la sécurisation de ses locaux et l'obtention de financements à long terme pour pérenniser ses projets et constituer une équipe salariée. Face à l'impunité des auteurs de VBG, la Ligue espère aussi recruter un avocat. Bien que des lois existent, leur application est souvent entravée par le sexisme et la corruption. En vue de l'élection présidentielle de 2025, elle étudiera les programmes des candidats en matière de droits des femmes et veillera à ce que toutes les citoyennes puissent voter sans entraves et écrire ce nouveau chapitre de l'histoire du pays.



# France



## INSTITUT DU GENRE EN GEOPOLITIQUE : faire de la politique étrangère féministe un outil de plaidoyer

Créé en février 2020, l'Institut du Genre en Géopolitique (IGG) est le seul think tank en France qui explore la géopolitique à travers le prisme du genre. Ses deux jeunes co-fondatrices, Alice Apostoly et Déborah Rouach, ont constaté que les institutions françaises ignorent souvent les problématiques de genre, créant un manque de données et des inégalités dans les décisions politiques. L'Institut analyse la situation des femmes, les discriminations LGBTQIA+, et les normes de genre pour promouvoir un monde plus inclusif. Ses objectifs : sensibiliser la société civile, conseiller, rappeler aux décideurs politiques leurs engagements, et proposer des recommandations. À long terme, l'IGG vise un

rôle consultatif reconnu afin de promouvoir une politique étrangère féministe, et renforcer l'influence de la France dans le domaine du genre en géopolitique.

### Contre la montée de l'extrême-droite

En amont des élections européennes 2024, l'Institut s'est mobilisé en élaborant et partageant plusieurs publications explicitant les liens politiques du Rassemblement national (RN) avec leurs homologues et alliés européens, et par ricochet, leurs idées politiques. Parmi ces ressources, une infographie : un Baromètre des Européennes sur le taux d'investissement des candidats français sur les droits féministes

et LGBTQIA+. Sans surprise, les candidat-e-s d'extrême-droite sont dans le rouge : le RN étant le plus souvent contre, ou absent, sur le droit à l'avortement, la liberté de la presse, ou les droits des travailleurs. Suite à l'annonce de nouvelles élections législatives, organisées en France les 30 juin et 7 juillet 2024, l'IGG a là aussi fourni des informations pour sensibiliser la société civile, apporter des ressources aux médias et politiques, et pouvoir ainsi mieux contrer la montée des partis d'extrême-droite en France, et en Europe.

« Alors que les droits des femmes et de la communauté LGBTQIA+ sont régulièrement la cible des mouvances d'extrême-droite, conservatrices ou réactionnaires, la prise en compte du genre est négligée, voire oubliée, sur les enjeux d'avenir. »

Alice Apostoly, co-fondatrice et Présidente de l'Institut du Genre en Géopolitique

### Epauler les autorités

Grâce à son expertise, l'IGG a travaillé avec le ministère des Affaires étrangères français dans l'élaboration de sa prochaine stratégie internationale, publiée en 2024. Ses bénévoles ont animé des groupes de travail sur le potentiel de transformation de la diplomatie féministe. « La géopolitique aujourd'hui, c'est : la défense, le militaire, la protection des intérêts nationaux et écraser le pays d'à côté. Il est temps de déconstruire cette vision viriliste basée sur des rapports de domination », soutient Alice Apostoly.

### Le soutien sorore d'Equipop

Equipop et l'IGG ont réalisé conjointement le rapport « Contre les discours masculinistes en ligne », publié en octobre 2023. Bénéficiant d'une large couverture médiatique, il a permis de mettre en lumière l'augmentation des violences en ligne contre les femmes et les personnes LGBTQIA+, amplifiée par les discours masculinistes. Il recommande de renforcer les lois contre les VSS, d'intégrer ces enjeux dans les politiques numériques publiques, et de réguler les Big Tech pour contrer ce phénomène.

### ZOOM SUR... LA DIPLOMATIE ÉTRANGÈRE FÉMINISTE

Cette approche stratégique vise à intégrer la perspective de genre dans les politiques nationales et les actions internationales. Concrètement, cela passe par le soutien aux militantes féministes dans des pays où leurs droits sont menacés, leur débloquer des aides via notamment le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF), (tout en tenant compte de leurs contraintes et contextes locaux pour éviter des approches néocolonialistes), ou la condamnation publique des lois et politiques discriminatoires, comme les législations anti-LGBTQIA+, dans les sommets internationaux.

### À suivre...

Si elle gagne en reconnaissance, la politique étrangère féministe est peu, voire pas du tout enseignée au sein des parcours universitaires. L'IGG veut proposer des formations aux étudiant-e-s ainsi qu'aux professionnels des relations internationales. Alice Apostoly en est convaincue : « Plus tôt on est sensibilisé à ces enjeux-là, plus on réalise l'importance du genre dans la géopolitique. » Ces formations permettront à l'Institut de moins dépendre de la levée de fonds, de salarier son équipe, et d'asseoir son expertise.

# IMPULSER



**Impulser, en partenariat avec des acteurs et actrices de terrain, des dynamiques de changement social aux différentes échelles d'un territoire et contribuer à la production et diffusion de connaissances, en articulant les liens entre militantisme, recherche et plaidoyer.**

# FAIRE MOUVEMENT POUR PENSER COLLECTIVEMENT

## Les enjeux liés aux Droits et la Santé Sexuels et Reproductifs (DSSR)

Les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR), au cœur des luttes et des combats pour l'émancipation, sont très régulièrement remis en cause par des mouvements conservateurs, y compris dans des négociations internationales sur l'égalité de genre.

**M**algré les avancées, les DSSR ne sont pleinement garantis sur aucun territoire. Trop souvent réduits à des questions biomédicales ou de santé publique, les DSSR occultent leur véritable essence : celle de droits individuels fondamentaux et de liberté de choix, particulièrement cruciaux pour les femmes dans leur relation avec leur propre corps. Il est impératif de les préserver de toute instrumentalisation à des fins politiques natalistes ou malthusiennes, et d'affirmer leur statut de droits humains inaliénables. Le renouveau du mouvement féministe mondial porté par l'élan de #MeToo offre une opportunité historique pour replacer au cœur des luttes la revendication d'une pleine reconnaissance des DSSR. Cette mobilisation requiert l'union de toutes les forces progressistes et féministes. Il est donc essentiel de renouveler nos réflexions et nos mobilisations collectives sur ces enjeux. C'est fort de cette conviction qu'Equipop multiplie les espaces de dialogue entre différents milieux et contribue à valoriser la production de savoirs multiples.



## De la nécessité de faire alliance

Construire un monde émancipé requiert une forte mobilisation individuelle et collective, dans les différents espaces où se jouent ces enjeux. Equipop cherche ainsi à faciliter et pérenniser les alliances entre diverses voix engagées pour les DSSR : militantes, chercheur-se-s, prestataires de santé, acteur-ric-e-s politiques, citoyen-ne-s, notamment celles des marges (minorités de genre, classes populaires, jeunesse actuelle et à venir).

En croisant continuellement leurs savoirs, Equipop renforce l'occasion d'une discussion collective et pluriverselle, qui se veut le lieu d'une très grande diversité de perspectives. La posture d'Equipop est celle de la reconnaissance et du respect des singularités des vécus et des oppressions. Elle cherche de manière conjointe à identifier les priorités à défendre ensemble et la construction d'un horizon commun désirable face au discours hégémonique anti-droits. S'ils se déclinent différemment selon les contextes, les combats restent finalement les mêmes : lutter contre toutes les formes de domination, en particulier le patriarcat, et faire respecter les DSSR.

## Penser et agir ensemble : différents leviers pour défendre les DSSR

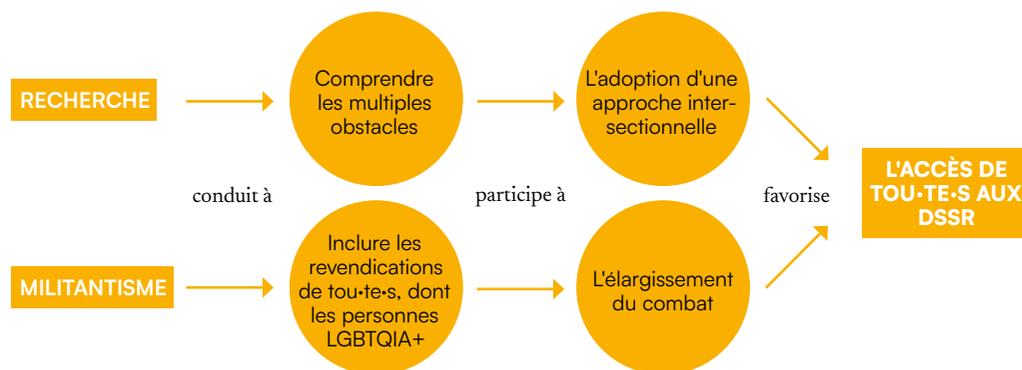
Ces combats exigent une diversité d'approches et d'actions. Equipop et ses partenaires expérimentent ainsi différents leviers pour construire collectivement des espaces de réflexion politique et féministe, de partage des savoirs et des expériences, de réappropriation des narratifs féministes et féminins, visant un imaginaire alternatif autour de ces droits.

Un des axes forts porté cette année vient du décloisonnement des savoirs académiques et militants et la valorisation des savoirs expérimentiels, octroyant une place centrale aux réalités vécues.

Cela s'est notamment concrétisé par l'organisation d'un symposium réunissant chercheur-se-s et activistes de différents espaces géographiques, afin de relier les territoires sur des problématiques communes et d'interroger la possibilité de coopération pluriverselle autour des DSSR. Faisant suite à un side-event organisé lors de la conférence Women Deliver à Kigali intitulé « Nos corps, nos droits, nos voix : une approche féministe des DSSR », ce symposium est apparu à la fois comme un lieu façonné par les multiples singularités qui nous situent et nous animent et un espace mû par une volonté commune de s'écouter, se comprendre, se soutenir et s'accompagner (cf. encadré). Cette mise en dialogue a permis d'ancrer les réflexions théoriques dans les réalités vécues et d'apporter en retour des sous-basements robustes pour nourrir les stratégies d'action et les plaidoyers sur le terrain, dans une perspective féministe intersectionnelle.

Les cycles de rencontres « Féminismes et Santé » offrent également un espace de débat sur les apports du féminisme en matière de santé et leurs implications concrètes. Ces échanges viennent mettre en dialogue les réflexions de différentes actrices sur le sujet et alimenter notre plaidoyer autour des enjeux de santé. Un événement organisé à Lyon dans le cadre du festival « Brisons le silence » par notre partenaire Filactions, a rassemblé cette année des étudiant-e-s en médecine, une psychologue clinicienne et une historienne pour réfléchir à « comment faire des futur-e-s professionnel-le-s de santé des allié-e-s solides dans la lutte contre les

### Mieux comprendre les DSSR en croisant recherche et militantisme



violences sexistes et sexuelles ? » dans un contexte où l'apprentissage actuel de la médecine perpétue des stéréotypes, voire des violences. Un autre échange entre militant-e-s et chercheur-se-s est venu questionner les modes d'actions à déployer pour défendre l'accès de tou-te-s aux DSSR face aux mouvements anti-droits, en contexte hostile. L'articulation recherche-militantisme a mis en évidence deux aspects importants : d'une part, la nécessité d'une approche intersectionnelle pour comprendre les multiples obstacles auxquels font face les femmes et les personnes LGBTQIA+. D'autre part, la nécessité pour les féministes d'élargir leur combat collectif en incluant les revendications des personnes LGBTQIA+ et en s'alliant avec les organisations de la société civile et les mouvements de femmes, afin de faire progresser les droits à la santé de tous les groupes marginalisés. La pertinence de croiser les différentes formes de savoir apparaît ici clairement.

Plusieurs expérimentations de recherche-action sont aussi menées, comme au Sénégal, où Equipop, coordinatrice du consortium VGO-Sénégal, conduit un projet sur les violences gynécologiques et obstétricales articulant cercles de paroles et réécriture par des chercheuses ouest-africaines, 20 ans après, du manuel « Notre corps, notre santé, la sexualité des femmes en Afrique subsaharienne », à partir des savoirs expérimentiels, des progrès médicaux, des avancées législatives et juridiques en matière de DSSR et des enjeux féministes actuels. Cette démarche souligne l'importance de ces savoirs comme pratique d'autosoins et de libération des femmes.

Après des jeunes, la valorisation des savoirs expérimentiels est également centrale dans une optique d'empouvoirement. Que ce soit au Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Equipop accompagne des jeunes qui se mobilisent, bien conscientes de la nécessité d'être actrices de leur propre santé pour faire valoir leurs droits. Écouter leurs voix et les impliquer dans la capitalisation des projets est une priorité. Ces savoirs, souvent considérés comme profanes donc non légitimes par les institutions, sont essentiels car émanant directement des personnes concernées. Il s'agit de donner la parole aux actrices concernées et de la partager sous forme de contenus accessibles (podcasts, livrets, films d'animation, etc.) permettant de transmettre les émotions et expériences issues des groupes de discussion. Les jeunes sont au centre de ce processus et leur vécu est écouté, entendu et valorisé. Plusieurs exemples le montrent : I) lors d'ateliers d'écriture de notes politiques mêlant données issues de la recherche et savoirs produits par les organisations de la société civile au Sénégal ; II) ou de tables

rondes organisées avec différent-e-s acteur-ric-e-s du secteur sur la démocratie en santé autour de projets menés au Burkina Faso et au Sénégal ; III) ou encore lors de la réalisation du guide de capitalisation du projet Jeunes en Vigie (cf. encadré page 51).

Ces travaux de capitalisation ont renforcé les réflexions portées par Equipop sur la démocratie en santé féministe, la manière dont la question des « savoirs » est au cœur de notre démarche et les apprentissages autour des enjeux décoloniaux. Celle-ci repose sur l'empouvoirement individuel et collectif, la promotion de la vie citoyenne et la mobilisation sociale et politique. Les approches de démocratie en santé questionnent les notions « d'expertise » et de « sachant » et visent à faciliter le dialogue et la concertation entre tou-te-s les acteur-trice-s (patient-e-s, soignant-e-s, décideur-se-s) en co-construisant les interventions et les critères de validation des savoirs. Elle participe ainsi à créer des espaces d'échanges permettant aux jeunes de se penser comme sujets éthiques, dans un système de redevabilité menant à l'éveil citoyen.

L'ensemble de ces connaissances vient nourrir le centre de ressources féministes porté par Equipop. Ces processus de circulation des savoirs entre les milieux académiques et militants viennent impulser des dynamiques de changement social et permettent d'amplifier les voix pour interpeller les autorités.

## Penser nos collaborations futures

Nourrir nos approches et nos actions à partir des différentes formes de savoirs représente un enjeu crucial et soulève de nombreuses questions pour nos collaborations futures : comment inclure les marges ? comment repenser la dissémination des connaissances pour qu'elle soit inclusive ? qui lance les idées, qui parle, qui est entendu, qui décide, analyse, interprète et diffuse les résultats et, plus largement, à qui appartiennent les savoirs ? Il s'agit également d'accepter les désaccords comme de vraies opportunités d'avancement collectif, mais aussi de continuellement questionner nos privilèges face à ces savoirs, dans une posture de justice épistémique. La sororité et le « prendre soin » se révèlent être des outils clés pour faciliter ces échanges.

Ces alliances offrent un espace inédit pour penser un imaginaire féministe alternatif, une utopie de transformations politiques et sociales. C'est en multipliant toujours plus les points de vue, en cherchant à élargir ce front féministe et en liant les luttes que l'on redonne aux DSSR leur sens politique.

## Se créer un « espace à nous » entre militantisme et recherche pour repolitiser les DSSR

**D**ans la perspective de faire mouvement(s) en pensant collectivement les enjeux liés aux DSSR et les actions pour les défendre, Equipop a organisé, avec un comité d'expertes, un symposium intitulé « Un espace à nous entre militantisme et recherche : dialoguons sur une approche féministe des DSSR! ».

Du 4 au 6 mars 2024 à Cotonou, 40 militant-e-s et chercheur-e-s de 14 pays ont pu réfléchir collectivement à l'une des questions qui reviennent en boucle dans les espaces féministes à travers le monde : à qui appartient le corps des femmes ?

Pour y répondre, 5 panels ont été organisés :

- Savoir pour agir : l'éducation complète à la sexualité au prisme du cycle de vie ;
- Des cercles de paroles au manuel de libération des femmes : regards croisés sur la valorisation des savoirs expérientiels ;
- Notre corps, notre choix, notre droit : autonomie corporelle et justice reproductive ;
- Violences gynécologiques et obstétricales et inégalités de santé ;
- À l'intersection des oppressions : comment défendre l'accès de tous-te-s aux DSSR face aux mouvements anti-droits, dans des contextes hostiles ?

Des réflexions transversales ont également porté sur comment faire dialoguer les milieux académiques et militants et la nécessité de « prendre soin » des militantes comme mode de lutte pour l'abolition du patriarcat.

Trois temps forts ont accompagné ces échanges : la projection du documentaire « We are coming », chronique d'une révolution féministe et suivie d'un échange avec Nina Faure, la réalisatrice, une séquence d'art-thérapie avec Salimata Kaboré, artiste peintre, et un cercle de paroles avec les participant-e-s sur la manière dont nos engagements féministes résonnent dans nos vies personnelles.

Une publication issue des échanges du symposium et disponible sur le site d'Equipop est parue, mettant en lumière les enjeux clés concernant les DSSR qui animent actuellement les féministes et convergent dans leurs luttes et résistances.

Ce symposium féministe a rassemblé des personnes inspirantes, créatives et puissantes qui ont su se saisir de cet espace pour en faire un véritable « espace à nous » et co-construire des savoirs collectivement pour nourrir le plaidoyer d'Equipop et de ses partenaires pour les années à venir.



## Capitaliser sur Jeunes en Vigie à partir des savoirs expérientiels : au cœur de la démocratie en santé féministe

**L**a valorisation des savoirs expérientiels et leur mobilisation sont au cœur du projet Jeunes en Vigie. Ce projet, mené au Sénégal et au Burkina Faso par Equipop, JED, RAES, SOS JD et BURCASO, vient de se clôturer. Il visait à renforcer l'accès des adolescent-e-s et jeunes à des services de santé sexuelle et reproductive de qualité, intégrés, adaptés à leurs besoins et respectueux de leurs droits.

L'engagement des personnes qui ont recours aux services de santé, notamment les jeunes femmes, se trouve au centre de la stratégie déployée dans JEV :

- visibilité et valorisation de leurs savoirs expérientiels ;
- promotion d'un socle de valeurs féministes (tolérance, bienveillance, écoute, solidarité, intersectionnalité et sororité) ;
- création d'espaces d'échanges entre les différentes parties-prenantes, celles qui dispensent les soins, celles qui les reçoivent et celles qui décident de l'organisation et du financement du système de santé.

Le travail de capitalisation autour de ce projet a donné lieu à la rédaction d'un guide « En route vers la démocratie en santé! » qui retrace l'empouvoirement des jeunes filles engagées dans le projet et inscrit la question du partage des « savoirs » comme centrale pour développer des pratiques inspirantes. Ce guide, qui vient compléter des interviews d'auditrices, détaille leurs parcours pour faire entendre leurs besoins en santé dans les instances décisionnaires. Pour chaque étape clé permettant de mettre en place des projets de démocratie en santé féministe, les jeunes auditrices partagent des questions précises pour préparer les activités et des conseils concrets pour passer à l'action.



La participation des auditrices à la vigie citoyenne leur a permis de co-construire des outils, de collecter et produire des données pour alerter sur les dysfonctionnements d'accès aux services de qualité et de faire valoir leurs paroles dans un engagement militant. Elles ont également porté des actions collectives de mobilisations sociales et politiques pour demander aux autorités, avec l'appui des prestataires de santé, de prendre des engagements, comme l'adaptation des lieux d'accueil et horaires aux jeunes ou encore la gratuité des soins de SSR et le respect pour un meilleur accès aux DSSR.

Ce projet – et la démarche de capitalisation mise en œuvre – participe d'un changement de paradigme, venant questionner les cultures institutionnelles et organisationnelles au niveau des structures et des institutions de santé. JEV a ainsi accompagné l'exercice de l'éveil citoyen, dans un véritable processus d'empouvoirement.

# Mieux connaître Equipop

## Vision & valeurs

Aujourd'hui, Equipop s'appuie sur une quarantaine de salarié-e-s et une cinquantaine de membres, avec un budget annuel de 5,8 millions d'euros. L'association a deux bureaux en Afrique de l'Ouest, Dakar et Ouagadougou, et un bureau en Europe, à Paris.

Cette vision et ces valeurs se traduisent dans les actions menées par Equipop :

- Ressourcer les activistes et les associations en les soutenant financièrement et techniquement, en amplifiant leurs voix et en renforçant les actions collectives transnationales.
- Impulser, en partenariat avec des acteurs et actrices de terrain, des dynamiques de changement social aux différentes échelles d'un territoire et contribuer à la production et diffusion de connaissances, en articulant les liens entre militantisme, recherche et plaidoyer.
- Mobiliser les responsables politiques et les citoyen-ne-s pour défendre les droits des femmes, et, plus largement, pour que les approches féministes nourrissent la construction de nos sociétés.



RESPECT DES  
DROITS HUMAINS



BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ  
& RESPONSABILITÉ



JUSTICE SOCIALE  
& ÉQUITÉ

Equipop est portée par des valeurs féministes et une vision d'un monde juste et durable, où les droits de tous les êtres humains, y compris les droits sexuels et reproductifs, sont respectés, sans aucune discrimination de sexe ou de genre !



Contribuer à l'action collective translocale et apporter un soutien flexible et de long terme aux militantes et associations constituent des priorités d'action. La créativité sociale, l'accompagnement des partenaires et les dynamiques d'apprentissage collectives occupent ainsi une place importante dans la stratégie globale de la structure ainsi que dans les projets.

# Les forces vives d'Equipop

Pour la définition et la mise en œuvre de sa mission, Equipop s'appuie sur un Conseil d'administration (CA) de quatorze personnes et sur une équipe multiculturelle et pluridisciplinaire d'une quarantaine de salarié·e·s. Une soixantaine de membres se réunissent une fois par an en assemblée générale.



## Micheline Kabore

Directrice exécutive de l'initiative Pananetugri pour le bien-être de la femme (IPBF), membre du conseil d'administration d'Equipop.

Ma première motivation pour rejoindre le conseil d'administration d'Equipop était de m'intégrer dans un espace d'apprentissage et de partage d'expériences en tant qu'organisation sœur défendant les droits des femmes. Une autre motivation était d'être porte-voix des communautés que nous représentons, pour partager leurs attentes et besoins au sein de ce conseil, qui travaille dans notre région. Cela permet de garantir que les besoins de ces communautés soient pris en compte de manière continue dans les actions d'Equipop, et de faire écho aux thématiques essentielles pour elles.

Il y avait aussi un besoin crucial de servir de relais pour influencer la stratégie et renforcer l'intégration des priorités locales dans la mise en œuvre des projets, en tenant compte à la fois de la couverture géographique et thématique du travail d'Equipop. Pour le pays que je représente (Burkina Faso), trois enjeux stratégiques se démarquent actuellement.

Le premier concerne la santé sexuelle et reproductive en période de crise sécuritaire. Dans les régions du Sahel, les familles, et en particulier, les jeunes filles, sont fortement affectées par les violences, notamment sexuelles et sexistes. Il est donc indispensable de leur offrir un soutien conséquent. Deuxièmement, il y a la protection et la promotion des droits des filles et des femmes. Nous assistons à une montée des mouvements anti-droits qui menacent les acquis, et il est impératif d'amplifier ces préoccupations au-delà de notre région pour sensibiliser l'opinion internationale, notamment sur les violences dont les filles et les femmes sont victimes.

Troisièmement, nous faisons face à un déficit de ressources alors même que les besoins augmentent. Paradoxalement, alors que les violences s'intensifient et que les droits sont menacés, nous constatons le retrait de nombreux donateurs. Certains ne couvrent pas notre région, malgré l'urgence de la situation. Il est donc essentiel de mobiliser davantage de fonds pour soutenir les organisations locales et répondre aux attentes des communautés.

Depuis plus de dix ans, notre région est touchée par une combinaison de crises sécuritaires, politiques, sanitaires et humanitaires. Ces crises affectent principalement les femmes et les filles, qui représentent près de 90 % des deux millions de déplacés internes au Burkina Faso. Elles sont exposées à des violences exacerbées par l'extrémisme violent. La réponse humanitaire, bien que présente, reste insuffisante pour couvrir les besoins essentiels. La crise politique, notamment, a entraîné la suspension de financements cruciaux.

Il est urgent d'intervenir, mais nous nous retrouvons souvent impuissants face à la diminution des ressources disponibles. Les organisations locales font face à une véritable crise de mobilisation des fonds, et les bailleurs se retirent progressivement. Pourtant, les besoins des femmes restent criants, surtout dans un contexte où les ressources se raréfient.

Ces dernières années, nous tentons de sensibiliser l'opinion internationale et d'appeler à la solidarité entre organisations sœurs pour que les voix des femmes du Sahel et d'Afrique de l'Ouest soient entendues. Nous devons attirer l'attention sur cette situation malgré les crises qui touchent également d'autres régions du monde.



## Hommage à Luc de Bernis

Notre collègue et ami Luc de Bernis s'en est allé le 6 avril à l'hôpital de Montpellier. C'est avec une immense tristesse que nous avons appris sa disparition et que nous nous associons à la douleur de ses proches. Membre très actif du bureau d'Equipop depuis 2016, Luc a été un soutien précieux et un compagnon de route fidèle. Ensemble, nous partageons de nombreuses valeurs et convictions. Parmi elles, le fait que la santé est politique. Lui qui, pendant de nombreuses années, avait contribué au combat pour l'éradication de la mortalité maternelle et néonatale au sein de plusieurs agences onusiennes était persuadé de l'importance de mettre à jour les mécanismes sociaux et économiques des inégalités en santé, entre les individus et au niveau mondial. Gynécologue-obstétricien de formation, il avait exercé ce métier dans de nombreux contextes, en Afrique de l'Ouest comme en France, où il continuait à consulter dans deux centres de santé sexuelle à Villeneuve-sur-Lot. Cette expérience de soignant l'amenait régulièrement à s'indigner face à la dégradation de l'accès aux services, en particulier à l'IVG. Militer aux côtés des femmes pour défendre leur libre choix à disposer de leur corps s'imposait à lui comme une évidence. De Luc, nous

garderons en mémoire son sens du collectif et de la justice sociale, son intelligence sensible et cette disposition rare qu'il avait d'écouter, d'être présent pour l'autre, de se laisser toucher. C'était un passeur, un être ouvert sur plusieurs mondes qui favorisait les rencontres dès qu'il le pouvait. Nous échangeons souvent sur sa passion pour le théâtre et sur « Maison Auriolles » où il vivait et qui accueillait en résidence artistes et chercheur·e·s. Il cultivait l'esprit critique et nous encourageait à collectivement nous outiller pour déchiffrer un peu de la complexité du réel. Au fait des difficultés de l'action, jamais donneur de leçons, toujours soutenant, il ramenait avec nous, dans le même bateau. Lucide, il nous répétait qu'il évoluait dans son féminisme à nos côtés et se questionnait constamment sur sa place d'allié des luttes que mènent les femmes dans le monde. Lors de la dernière Assemblée Générale d'Equipop, il avait introduit le renouvellement de sa candidature au conseil d'administration en affirmant : « Je suis un homme blanc, de beaucoup plus de cinquante ans, qui essaie d'être féministe tous les jours et qui en tous les cas soutient les mouvements féministes, raison pour laquelle je suis attaché à Equipop et à son mandat. Je suis prêt à poursuivre cet investissement si j'ai votre confiance. » Aujourd'hui, nous lui renouvelons notre profond attachement et notre confiance éternelle.

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- **Dr. Alain Marié**  
Président
- **Dr. Béatrice Cuzin**  
Membre
- **Chaneline Mevowanou**  
Vice-présidente
- **Pr. Pierre Foldes**  
Membre
- **Wendyam Micheline Kabore**  
Secrétaire générale
- **Noëmi Grütter**  
Membre
- **Dr. Luc de Bernis**  
Trésorier
- **Ndeye Fatou Kane**  
Membre
- **Hadja Idrissa Bah**  
Membre
- **Marion Lambert**  
Membre
- **Dr. Marly Bah**  
Membre
- **Aline Nanko Samaké**  
Membre
- **Monique Clesca**  
Membre
- **Khadidiatou Sy**  
Membre

*Le CA se réunit en moyenne tous les trois mois.*

# L'équipe



**Josette Aisse**  
Chargée genre et gestion des connaissances



**Priscille Bansé**  
Chargée de communication



**Clara Dereudre**  
Chargée de plaidoyer



**Perrine Duroyaume**  
Référente capitalisation et évaluation



**Camille Frouin**  
Chargée de communication



**Ndeye Khadi Babou**  
Responsable de programmes



**Jacqueline Bougouma**  
Chargée d'accompagnement et animation partenariale



**Jade Delcourt**  
Stagiaire programmes



**Chams Fares**  
Stagiaire plaidoyer



**Aurélie Gal-Régniez**  
Directrice exécutive



**M'béna Bakole**  
Chargée Innovation et accompagnement



**Lou Bossis**  
Stagiaire plaidoyer



**Maimouna Diop**  
Stagiaire communication



**Macoumba Fall**  
Responsable de financements institutionnels



**Gina Gueye**  
Chargée de capitalisation et transfert des compétences



**Fatiha Baghrar**  
Assistante de gestion



**Souguirimpou Combari**  
Chargé d'accompagnement administratif et financier des partenaires & Développement organisationnel



**Ndeye Marième Ly Diagne**  
Responsable Programmes Sénégal



**Jocelyne Faye**  
Assistante Plaidoyer Afrique de L'Ouest



**Louis Guinamard**  
Chargé de communication



**Siré Hermann Barro**  
Chargé d'accompagnement développement organisationnel et administratif et financier



**Pape Ababacar Diouf**  
Chauffeur & Assistant administratif - logistique du bureau de Dakar



**Elise Fouillet**  
Chargée d'innovation et d'accompagnement



**Hafsa Imane**  
Assistante de gestion



**Hasiatou Barry**  
Chargée d'innovation et d'accompagnement



**Colline Chaptal**  
Stagiaire plaidoyer



**Astan Doumbia**  
Chargée d'appui gestion et administration



**Jeanne Fournier**  
Chargée d'Innovation et d'accompagnement



**Pascal Iboudo**  
Référent technique développement organisationnel



**Maëlle IMBERT**  
Assistante communication



**Nora Le Jean**  
Responsable Innovation et Accompagnement



**Hélène Ménard**  
Co-responsable Programmes et développement



**Kadidia Rabo**  
Responsable des fonctions support, bureau de Ouagadougou



**Khadidiatou Sy**  
Coordnatrice plaidoyer Afrique de l'Ouest



**Floriane Jazeron**  
Stagiaire plaidoyer



**Solenn Lorre**  
Chargée de soutien et d'animation partenariale



**Ambroisine Mendes**  
Responsable des fonctions support, bureau de Dakar



**Nicolas Rainaud**  
Responsable Plaidoyer France et International



**Fatim Tambaou Diallo**  
Chargée d'innovation et d'accompagnement



**Sibiri Koné**  
Assistant administratif et logistique



**Sophia Manuel De Condigny**  
Chargée de mission



**Tara Mukeku-Cilolo**  
Chargée de communication



**Eva Razafinarivo**  
Coordnatrice programme(s)



**Djeynaba Toure**  
Chargée de communication



**Victobelle Kpetemey**  
Chargée d'innovation et d'accompagnement



**Cécile Maurin**  
Référente technique administratif et financier



**Maimouna Ndoye**  
Coordnatrice du Projet Jeunes Femministes en Afrique de l'Ouest



**Aïda Samb**  
Chargée de plaidoyer



**Claire Veyriras**  
Référente technique



**Faty-Ly Lame**  
Stagiaire innovation et accompagnement



**Ramatoulaye Mballo**  
Chargée d'Innovation et d'accompagnement



**Nathalie Perrotin**  
Responsable Communication



**Jeannette Sarr**  
Responsable de financements institutionnels



**Stevie Reine Yameogo**  
Chargée d'innovation et d'accompagnement



**Marion Lambert**  
Chargée de communication



**Aminata Mbengue**  
Chargée de gestion et d'accompagnement des partenaires



**Elise Petitpas**  
Experte innovation et plaidoyer



**Nicolas Schlegel**  
Comptable



**Philippine Lambert**  
Chargée de plaidoyer



**Sarah Memmi**  
Référente technique DSSR chargée accompagnement



**Dominique Pobel**  
Responsable Programmes et développement



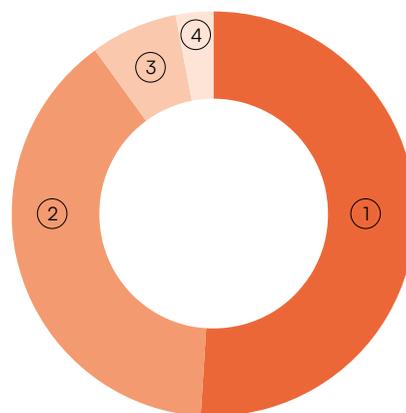
**Benjamin Sitbon**  
Responsable administratif et financier

# Budget

En 2023, 91% des dépenses d'Equipop ont été affectées aux missions sociales. Le budget d'Equipop progresse de 49% par rapport à l'année précédente, et termine l'année avec un excédent.

## RESSOURCES

- Les ressources 2023 d'Equipop s'élèvent à 5,8 millions d'euros, en progression de 49,5% par rapport à 2022 (3,88 millions d'euros).
- Les ressources de l'exercice proviennent pour 54% de fonds privés issus notamment de fondations internationales et d'associations. Les financements de source institutionnelle sont cette année de 46%, 39% provenant des institutions de la coopération bilatérale française (principalement Agence française de développement) et 7% provenant des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations unies, Organisation ouest-africaine de la Santé).
- Equipop continue de renforcer et de développer de nouveaux partenariats techniques et financiers, ainsi que de favoriser les collaborations, indispensables à la dynamique des projets.
- Parallèlement, notre appui aux organisations de la société civile s'intensifie à travers un travail important de mobilisation des ressources en faveur de ces dernières et en direction de nouveaux bailleurs.



**5,8 MILLIONS D'EUROS**

- ① **51,8 %**  
Fonds privés français et internationaux
- ② **38,8 %**  
Coopération bilatérale
- ③ **7,14 %**  
Coopération multilatérale
- ④ **2,3 %**  
Revenus financiers et d'exploitation

## EMPLOIS

- Les dépenses atteignent 5,67 millions d'euros, en progression de 46,6% par rapport à l'année dernière. 94% des dépenses d'Equipop ont été allouées aux missions sociales de l'association au travers de 25 projets.
- Selon les critères du secteur, les dépenses de structure sont faibles.
- La mise en œuvre des activités des projets qui ont débuté les années précédentes s'est poursuivie et amplifiée en 2023, notamment Renforcer les mouvements des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest, Jeunes en Vigie, Fonds Féministes en Action, DEMSAN, Droits et santé des femmes au Burkina Faso, Countdown 2030 et SANSAS.
- Ces fonds propres permettent de financer le fonds de roulement, de renforcer la capacité d'intervention de l'association sur des activités novatrices, d'accroître la capacité d'investissement de l'association pour accompagner le développement de la structure, de faire face aux besoins de cofinancements et aux aléas de financement des projets.

*Equipop établit des comptes annuels qui sont audités par Mazars SA, commissaires aux comptes. Les comptes annuels 2023, ainsi que le rapport des commissaires aux comptes, sont consultables dans leur intégralité sur le site internet equipop.org.*

- Sept projets pluriannuels ont débuté en 2023, dont les projets : Féministes Paix Sécurité, Se défendre, soutenir les capacités des femmes et de leurs organisations à lutter contre les violences sexistes et sexuelles, Walking the Talk Gender Equality Hub en Europe, Générations Féministes : Lyon et sa métropole territoire d'égalité, Centre de ressources pour des politiques et pratiques féministes dans la solidarité internationale, C'est la vie phase 2 Santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes en Afrique de l'Ouest, et Projet de lutte contre les violences gynécologiques et obstétricales (VGO) dans une perspective de genre au Sénégal (Muskoka).
- Les aides octroyées aux organisations de la société civile partenaires ont progressé de 92% en 2023 et atteignent 2,3 millions d'euros dans le cadre des fonds d'appui : EllesActent, CollectivAct, Développement Organisationnel, Fonds Stratégique.
- Parallèlement, notre appui aux organisations de la société civile africaines se poursuit à travers un travail important de mobilisation des ressources en faveur de ces dernières.
- Le résultat de l'exercice présente un excédent de 131 237,69 euros.
- Cet excédent participe à l'augmentation des fonds propres de l'association qui est un objectif de moyen terme.



**5,67 MILLIONS D'EUROS**

- ① **61 %**  
Accompagner les acteurs et les actrices de la société civile
- ② **24 %**  
Impulser le changement au travers des projets pilotes
- ③ **9 %**  
Frais de structure
- ④ **6 %**  
Mobiliser les responsables politiques et les citoyen·ne·s

# Communication

## Pour une communication féministe

Les rapports d'expertise, publiés par Equipop et ses partenaires, ont permis d'accroître la visibilité d'Equipop comme référence sur les questions féministes de solidarité internationale. Cette forte progression en matière de visibilité, notamment dans les médias à forte notoriété, amène Equipop à affiner sa stratégie et renforcer les processus visant à sécuriser les prises de parole des activistes comme de notre structure.

## Développer des ressources de référence

Cette proximité avec les médias permet d'inciter les journalistes et les rédactions à un traitement plus féministe de l'information. Une approche féministe dans le traitement de l'information est une démarche qui vise à intégrer les perspectives et les valeurs féministes dans la production et la diffusion de l'information.

Être féministe en tant que journaliste signifie reconnaître et combattre les inégalités de genre dans la société et dans les médias, tout en s'efforçant de promouvoir une couverture médiatique plus équitable, inclusive et respectueuse de la diversité. Cela implique de questionner les rapports de pouvoir, les inégalités, les discriminations et les violences basées sur le genre, qui affectent les sources, les sujets, les contenus et les publics de l'information. Mais aussi de défier les stéréotypes, les préjugés, les normes et les hiérarchies de genre, qui influencent les choix éditoriaux, les angles, les formats et les styles journalistiques.

Equipop s'est donné pour perspective de mieux outiller les rédactions et les journalistes sur la communication féministe, déconstructiviste des normes patriarcales qui génèrent et perpétuent les violences sur les filles et les femmes.

# 4

### Publications réalisées par Equipop avec ses partenaires.

- Rapport **Contre les discours masculinistes en ligne ; Recommandations à l'Union européenne et ses États membres pour lutter contre les cyberviolences sexistes et lgbtiphobes** (Disponible en français et anglais)
- Rapport **Quand l'extrême droite avance, les droits des femmes reculent**
- **En route vers la Démocratie en Santé ! Participation significative et inclusive des jeunes pour une redevabilité effective en santé**
- **Comment intégrer l'approche féministe dans les engagements pour les droits sexuels et reproductifs ?** Principales conclusions du symposium « Un espace à nous, entre militantisme et recherche : dialoguons sur une approche féministe des DSSR ! »

# 53 000

Nombre d'abonné-e-s sur les réseaux sociaux (45 000 en 2022-2023)

# 41

### Apparitions dans les médias, en France et à l'international, entre juillet 2023 et juin 2024 (inclus).

- 61 apparitions en 2022-2023.
- Plus d'infos : [equipop.org/revue-de-presse](https://equipop.org/revue-de-presse)

# 5

### Épisodes du podcast Sororités francophones, adaptés des rencontres du cycle du même nom, depuis avril 2024.

# 30

### Soutiens aux activistes féministes sur la scène médiatique

- Animation de média-training féministe pour les activistes féministes partenaires.
- Mise en relation de féministes et de journalistes.
- Présence sur des événements et forums à fort impact médiatique.

# 6

### Événements organisés dans le cadre des cycles « Féminismes et Santé » et « Sororités Francophones ».

- 18 juillet 2023 / Sororités francophones édition spéciale lors de Women Deliver à Kigali — Nos corps, nos droits, nos voix ; une approche féministe des DSSR
- 13 septembre 2023 / Sororités francophones — Violences en ligne, faire face et s'organiser
- 14 novembre 2023 / Féminismes et santé — Lutte contre les VSS : la formation des futur-e-s soignant-e-s (Lyon, France)
- 22 février 2024 / Sororités francophones — Médias et Féminismes : créer, transformer, rêver nos espaces
- 6 mars 2024 / Féminismes et santé — À l'intersection des oppressions : comment défendre l'accès de toutes à la santé face aux mouvements anti-droits et dans des contextes hostiles ? (Cotonou, Bénin)
- 18 avril 2024 / Sororités francophones — Colère et joie militantes : des émotions au cœur de nos luttes

# Remerciements

Pour mettre en œuvre sa mission, Equipop s'appuie sur de nombreuses personnes et organisations qui partagent ses convictions et soutiennent ses interventions. Membres et bénévoles qui nourrissent la vie associative, partenaires qui appuient financièrement la structure et sans lesquelles les projets ne pourraient se mettre en œuvre, ONG et

associations locales avec qui nous avons tissé des partenariats solides et durables, expert-e-s et fonctionnaires avec qui nous co-construisons politiques et programmes, journalistes ou internautes qui relaient nos informations et messages... Nous vous remercions ici tous et toutes chaleureusement pour la confiance que vous nous avez accordée.

## Nous remercions en particulier :



# Suivez l'actualité d'Equipop au quotidien



**Sur notre site Internet**  
equipop.org  
Pour s'informer et agir.



**Sur X (Twitter)**  
@Equipop\_Ong  
Pour suivre notre actualité et celle de notre secteur en temps réel.



**Via notre newsletter**  
Pour recevoir régulièrement un résumé des moments forts qui ont marqué notre actualité.



**Sur Facebook**  
equi.org  
Pour découvrir des contenus exclusifs et partager avec notre communauté.



**Sur Instagram**  
@Equipop\_Ong  
Pour découvrir les coulisses d'Equipop en images.



**Sur TikTok**  
@equipop\_ong  
Pour découvrir les coulisses d'Equipop en vidéo.



**Sur LinkedIn**  
@equipop-ong  
Pour se tenir informé-e des actualités et innovations d'Equipop dans le secteur.



**Sur YouTube**  
Equipop  
Pour suivre l'actualité d'Equipop et du secteur en vidéo.



**Sur Threads**  
@equipop\_ong  
Pour suivre notre actualité en temps réel.

## CRÉDITS

Le rapport d'activité est également disponible sur le site Internet : equipop.org

## CONCEPTION ET RÉALISATION

**Direction de la publication :**  
Aurélie Gal-Régniez  
**Rédaction en chef :**  
Nathalie Perrotin

## Rédaction et contributions :

Sarah Memmi Machado, Ndeye Khady Babou, Stevie Reine Yameogo, Nicolas Rainaud, Kaya Sy, Elise Fouillet, Claire Veyriras, M'béna Bakole, Louise Pluyaud, Maimouna Diop, Benjamin Sitbon, Louis Guinamard, Aurélie Gal-Régniez  
**Secrétariat de rédaction :**  
Aurélie Gal-Régniez, Nathalie Perrotin, Maimouna Diop  
**Correction :** Sabine Kuentz  
**Création graphique :**  
Jean-Luc Gehres / welcomedesign.fr

**Illustrations :** Aurélie Durand, figureslibres.cc - Sandrine Ripoll, Noémie Klein

**Photographies :** Equipop, Juliette Dupuis-Carlé, JGEN, Roajelf Sénégal, Filactions, Ligue nigérienne des droits des femmes, Filles en Action, ISR, Woma Média, Ligue ivoirienne des droits des femmes, IGG

**Impression :** L'imprimeur Simon, Ornans  
Ce document est imprimé sur du papier certifié.

Equipop, association féministe de solidarité internationale, travaille à améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde, en particulier leurs droits et leur santé sexuels et reproductifs. Equipop promeut des valeurs féministes et place l'approche genre au cœur de ses interventions. Equipop est une structure en développement qui compte une quarantaine de salarié.e.s réparti.e.s dans ses bureaux de Dakar, Ouagadougou et Paris. Elle appuie et collabore avec plus d'une centaine d'associations partenaires et des activistes féministes dans 12 pays.

Mobilisons nos ressources féministes Partenariat Soutien sorore Mobilisation  
Partenariat Soutien sorore Mobilisation  
Mobilisons nos ressources féministes Soutien sorore Mobilisation  
Soutien sorore Mobilisation



[www.equipop.org](http://www.equipop.org)  
[info@equipop.org](mailto:info@equipop.org)

**Bureau de Dakar**

BP 29761  
Dakar Yoff  
Sénégal  
Tél. : +221.33.820.84.14

**Bureau de Ouagadougou**

09 BP 1660  
Ouagadougou 09  
Burkina Faso  
Tél./Fax : +226.25.40.88.02

**Bureau de Paris**

6 rue de la Plaine  
75020 Paris — France  
Tél. : (+33) 01.74.01.71.24  
Fax : (+33) 01.74.01.71.25